



Rhône-Alpes^{Région}

CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES



Colloque

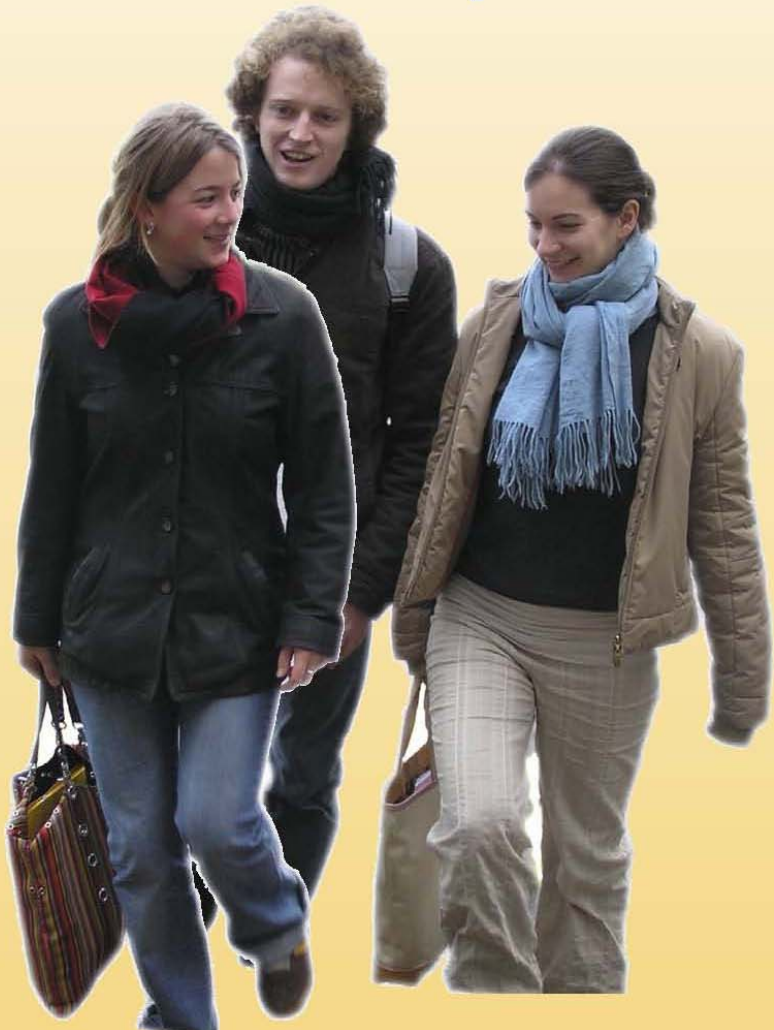
L'ouverture sociale des Grandes Ecoles

" De l'école à la grande école "

Jeudi 15 décembre 2005

à l'ENTPE Rue Maurice Audin - 69518 Vaulx en Velin cedex

Actes du colloque



Avril 2006

De l'Ecole à la Grande Ecole

Vaulx-en-Velin, le 15 décembre 2005

Editorial	3
Ouverture M. SARDIN, ENTPE, et M. STORCK, AGERA	4
L'ouverture et ses enjeux M. STORCK, président de l'AGERA M. FOUGERES, vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes M. FORESTIER, membre du Haut Conseil à l'Education M. MORVAN, recteur de l'Académie de Lyon et chancelier des universités	5
Table ronde n°1 : Besoins et attentes du milieu social Claude BOYER, directeur de l'ISTP / Ecole des Mines de Saint-Etienne Chris LAROCHE, proviseur du Lycée Robert Doisneau à Vaulx-en-Velin Philippe RICHARD, proviseur du Lycée Sainte-Barbe à Saint-Etienne Denise CHOTTEAU-ADALID, proviseur de la Cité scolaire Jacques Brel à Vénissieux Roger BALSOLLIER, principal du Collège Lamartine à Villeurbanne	11
Table ronde n°2 : Besoins et attentes du monde économique Claude BOYER, directeur de l'ISTP / Ecole des Mines de Saint-Etienne Latifa ZOUHIR, étudiante Claude GUERIN, tuteur, CEV Groupe Schneider Julien MERCEY-BON, étudiant Bernard RUMPLER, tuteur, Softpro Industrie Jean FLUCHERE, président du Comité Formasup Rhône-Alpes David SOLEILLANT, chef d'entreprise Christophe TREMOUREUX, directeur industriel de Faurecia	21
Table ronde n°3 : Les Grandes Ecoles changent Chantal DARDELET, coordinatrice du programme « Une Grande Ecole, pourquoi pas moi ? » de l'ESSEC, chargée de mission pour le centre de ressources « promotion sociale » de la Conférence des Grandes Ecoles Robert GERMINET, directeur de l'Ecole des Mines de St Etienne Martin RAYNAUD, directeur de la formation de l'INSA de Lyon Bernard RIBAN, proviseur du Lycée Marcel Sembat à Vénissieux Gérard PIGNAULT, directeur de CPE Lyon Claude GAUBERT, professeur à l'INP Grenoble Brian DEVILLERS, étudiant à l'ENTPE	28
Conclusion Azouz BEGAG Ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances	47

Editorial

L'Alliance des Grandes Ecoles Rhône-Alpes m'a fait le plaisir et l'honneur de me demander de clôturer son colloque sur l'ouverture sociale des grandes écoles, le 15 décembre dernier. Cela a été particulièrement important pour moi, tant cette dynamique de l'ouverture sociale des grandes écoles aux publics des « quartiers en difficulté », est essentielle.

Elle prend une acuité toute particulière aujourd'hui. Trois mois après la crise des banlieues, le gouvernement mobilise toutes ses énergies pour réussir l'égalité des chances, en particulier dans le domaine éducatif, par de nombreux dispositifs, en particulier de tutorat et d'accompagnement.

L'égalité des chances, cette valeur fondamentale de la République, doit leur permettre, quels que soient leur origine, leur sexe, leurs croyances, leur lieu de résidence ou leur mode de vie, d'acquérir les moyens nécessaires à leur épanouissement, pour qu'ils puissent apporter leurs compétences à la société, et mener leur vie comme un accomplissement.

Pour cela, les jeunes qui souffrent le plus de l'inégalité des chances et de la violence des discriminations, doivent eux aussi pouvoir monter dans l'ascenseur social représenté par l'accès à l'enseignement supérieur, aux classes préparatoires et aux grandes écoles.

La diversité et la mixité sociale sont des facteurs essentiels de richesse, de puissance et de rayonnement. La Conférence des Grandes Ecoles, plus d'une centaine de grandes écoles, et, en particulier celles de Rhône-Alpes l'ont compris. Elles commencent à s'investir dans l'élargissement de leur recrutement.

Chaque année, près de 6 000 places ne sont pas pourvues en classe préparatoire. 1 500 places en écoles d'ingénieurs restent inoccupées. Les grandes écoles doivent donc soutenir, par tous les moyens, ces lycéens, pour qu'ils cessent de s'auto-censurer, et pour qu'ils demandent à entrer dans ces filières.

Les lycéens des quartiers défavorisés sont nos enfants. Je félicite chaleureusement l'AGERA pour son action en leur faveur, comme tous ceux qui travaillent à la promotion de l'égalité des chances.

Azouz BEGAG
Ministre délégué à la Promotion de l'Egalité des Chances

Ouverture

M. SARDIN, directeur de l'ENTPE

Je suis heureux de vous accueillir à Vaulx-en-Velin où l'Ecole Nationale des Travaux Publics d'Etat (ENTPE) est installée depuis 1975. En 1987, elle a été rejointe par l'Ecole d'Architecture de Lyon. A l'ENTPE, les travaux publics occupent certes une part importante de notre enseignement et de notre recherche, mais nous intéressons aussi nos élèves à l'ensemble des domaines de l'équipement et de l'aménagement du territoire (transports, environnement, urbanisme, etc.). Aussi les candidats qui se présentent sont nombreux. L'établissement est sous la tutelle du Ministère chargé de l'équipement, au sein duquel la tradition de promotion sociale est particulièrement développée. Pour assurer cette promotion sociale, une partie importante de nos élèves sont fonctionnaires dès leur entrée dans l'Ecole et sont rémunérés pendant leur scolarité. Je remercie vivement toute l'équipe organisatrice. L'ENTPE est un membre actif de l'AGERA. Je remercie Alain Storck d'avoir accepté que cette rencontre se déroule ici.

M. STORCK, président de l'AGERA

Je vous remercie. Je suis très heureux de vous accueillir dans les locaux d'une école membre de l'AGERA, réseau qui représente plus de 10 % des étudiants rhône-alpins et associe 37 écoles.

L'animateur

Je vous rappelle les quatre temps forts de notre journée : les interventions de cadrage, la question de l'ouverture sociale et ses enjeux, des exemples d'ascension sociale, et la conclusion du Ministre de la promotion et de l'égalité des chances M. Azouz Begag. M. Storck va maintenant intervenir pour nous parler de l'ouverture sociale.

L'ouverture et ses enjeux

M. STORCK, président de l'AGERA

Pour démarrer mon intervention, je remercierai tout d'abord l'ENTPE, et la Région Rhône-Alpes représentée par Roger Fougères et par la directrice de l'enseignement supérieur. La Région apporte son soutien à cette action, et plus globalement à l'action de l'AGERA dans le cadre du schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche qui a été lancé cette année. Je remercie la Région pour son soutien. Je remercie également l'équipe organisatrice, les services du rectorat, les directeurs d'écoles de l'AGERA, les proviseurs d'un certain nombre de lycées, tous ceux qui interviendront dans le cadre des tables rondes, et la Conférence des Grandes Ecoles (CGE), pour qui la question de l'ouverture sociale constitue depuis plusieurs années l'un de ses axes forts. Le Président Christian Margaria m'a demandé de le représenter ici, et de vous dire que sa détermination est forte sur ce terrain de réflexion.

Le système des grandes écoles et des classes préparatoires est souvent présenté comme élitiste, ce qui est vrai et antidémocratique, ce qui est faux. Les enfants des cadres et des professions intellectuelles supérieures représentent 63 % des élèves des grandes écoles et 54 % des élèves présents dans l'enseignement universitaire supérieur. Ce constat montre que le problème affecte donc l'ensemble du dispositif d'enseignement supérieur. Des études récentes réalisées par le Ministère de l'éducation nationale ont montré que près de 80 % des élèves de classes préparatoires étaient dans le quartile supérieur à l'évaluation d'entrée en 6^{ème}. Ce résultat montre d'une part que la sélection à l'entrée des classes préparatoires et des grandes écoles est bien fondée sur des capacités intellectuelles, et d'autre part que les déterminismes socioprofessionnels entrent en jeu dès le collège.

Cette journée n'a pas pour objectif de surfer sur l'actualité récente, mais plutôt d'engager une réflexion de fond au niveau régional sur le thème de l'ascenseur social – dont d'aucuns prétendent qu'il n'existe pas – et de l'égalité des chances quant à l'accès à l'enseignement supérieur. Ces thèmes doivent en effet mobiliser tous les acteurs, c'est-à-dire ceux du secondaire et de l'enseignement supérieur, et les institutionnels. A cet égard, je me réjouis qu'une telle initiative ait permis de resserrer les liens entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, par le biais d'actions que nous avons mises en place. La décision prise par l'AGERA d'organiser ce colloque a été prise il y a un an, à une époque beaucoup plus calme qu'aujourd'hui. La dure actualité de ces dernières semaines nous montre la pertinence de notre démarche. Compte tenu de la complexité globale de cette problématique, il nous apparaît évident que cette réflexion doit être menée en associant tous les acteurs, y compris les étudiants, dans une démarche partenariale renforcée.

Aujourd'hui, nous devons tout d'abord nous attacher à mieux définir la problématique et ses enjeux. Je souhaite également que cette journée permette à l'AGERA de conforter une dynamique que nous avons initiée, et d'engager des actions concrètes. Nous avons vocation à réfléchir ensemble, à mutualiser les projets, et à favoriser le partage d'expériences, afin de faire mieux et plus ensemble dans une démarche de progrès continu.

Enfin je souhaiterais vous faire part d'un certain nombre d'exemples témoignant de l'accélération de la prise de conscience observée au cours des dernières semaines. Dans les grandes écoles – parisiennes ou non –, des expériences visant à favoriser l'accès des milieux défavorisés aux

formations supérieures ont été menées. Le 17 janvier 2005, la Charte de l'égalité des chances et des formations d'excellence pour l'avenir a été signée par la CGE, la CPU, la CDEFI, et les Ministères de l'éducation nationale, de l'emploi et de la cohésion sociale, et de l'intégration et de l'égalité des chances. A partir de cette démarche, 57 grandes écoles ont renforcé ou initié des actions, et participent à un large dispositif de groupes de travail. Les initiatives suivantes prises plus récemment montrent clairement la prise de conscience nationale des enjeux :

- L'accord cadre signé entre la CGE et l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) en juillet 2005 pour constituer un partenariat global favorisant le volontariat étudiant de solidarité ;
- La publication d'une circulaire en août 2005, relative à la mise en œuvre de la charte sur l'égalité des chances ;
- Diverses mesures prises, dont certaines font partie du projet de loi sur l'égalité des chances annoncé par le gouvernement le 1^{er} décembre (nouvelles logiques des ZEP, projets d'accompagnement de 100 000 élèves de l'éducation prioritaire par 100 000 étudiants engagés dans le service civil volontaire, etc.).

Elles suscitent évidemment passion, opposition et excès dans les propos. Sur ce point, je citerai la déclaration récente du premier vice-président de la CPU : « *Les initiatives des grandes écoles partent d'une bonne intention. Nous en sommes ravis. Mais elles ne concernent que quelques milliers d'enfants d'ouvriers et ne résoudront pas le problème. Le discours sur les grandes écoles et les classes préparatoires, ça commence à bien faire.* » Pour ma part, j'estime que le discours sur les grandes écoles et les classes préparatoires, et surtout leurs actions concrètes menées patiemment sur le terrain dans un cadre d'expérimentation, commencent à faire bien. Dans un contexte d'accentuation des réflexions de politique de sites et de mise en place de PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur), je nous engage tous, grandes écoles et universités, à répondre ensemble à ces enjeux afin que chacun, quelle que soit son origine, ait sa liberté de choisir, dans un processus d'égalité des chances et dans une fraternité dans l'approche.

M. FOUGERES, vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche

Je souhaite que tout d'abord présenter les excuses de Jean-Jack Queyranne, Président de la Région Rhône-Alpes, qui est retenu à Charbonnières par la présidence de l'assemblée plénière. C'est avec grand plaisir que je le représente ici devant la communauté des grandes écoles de Rhône-Alpes, dans le cadre d'une journée traitant d'une actualité brûlante. Les violences inacceptables que nous avons connues n'étaient pas le fait de délinquants patentés. Des études ont au contraire montré qu'une majorité de jeunes ayant participé à ces violences n'avaient jamais eu affaire à la justice ou à la police. Il s'agissait de réactions brutales de jeunes pour lesquels l'espoir de bénéficier d'un avenir meilleur que celui de leurs parents ou de leurs grands-parents n'existe pas. Ces violences sont l'expression d'une très grave crise de la société française.

L'école doit jouer un rôle important pour sortir de cette crise, mais elle ne peut pas à elle seule résoudre le problème. Il faut aussi aborder les questions liées à l'urbanisme, à l'emploi et aux conditions de vie des jeunes. Il faut tout autant dessiner avec eux un avenir prometteur et donner un sens au pacte républicain fait de solidarité et d'égalité des chances réelle. La politique d'ensemble

dont nous avons besoin nécessite du temps et de la continuité dans l'effort, au-delà des alternances politiques.

Depuis quelques années, les grandes écoles s'interrogent sur leur ouverture sociale et procèdent à des expérimentations. Depuis quelques décennies, les universités ont cherché à répondre aux défis de l'enseignement supérieur de masse. Tout ceci va dans le bon sens. Toutefois je voudrais vous faire part de quelques interrogations que nous avons au niveau du Conseil régional dans la perspective d'engager une extension de politique dans ce domaine. En Rhône-Alpes, en France et en Europe, l'accent est mis sur la société de la connaissance. La mise en œuvre de celle-ci demande une activité de recherche soutenue et un effort de formation initiale et continue important. En France, 62 % des jeunes d'une classe d'âge obtiennent le baccalauréat. Avec un taux de 27 % d'obtention pour cette même classe d'âge d'un premier diplôme universitaire de type licence, master ou diplôme d'ingénieur, la France est en deçà de la moyenne de 32 % de l'OCDE. Le rapport de l'OCDE paru en septembre 2005 attire l'attention sur un certain nombre de facteurs : le taux de « survie » des étudiants dans l'enseignement supérieur français se situe très en deçà de la moyenne de l'OCDE ; les dépenses - en pourcentage du PIB - réalisées par la France au titre des établissements d'enseignement supérieur sont nettement inférieures aux dépenses moyennes effectuées par les pays de l'OCDE.

La promotion d'une société de la connaissance exige, au cours des décennies à venir, une augmentation massive du nombre de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, à tous les niveaux. Tous les jeunes de toutes les classes sociales seront concernés. Cette évolution peut redonner du sens à notre société, et offrir de l'espoir à ceux qui n'en ont pas. Pour l'heure, notre système de formation ne sait pas révéler les talents présents au sein des classes sociales défavorisées. L'enjeu est de construire avec tous un monde moderne fondé sur la connaissance. Ceci mérite que soient menées des expériences à tous les niveaux universitaires. Celles menées par les grandes écoles dessinent deux voies : l'une consiste à préparer des jeunes lycéens dans les domaines scolaire et culturel afin que leurs chances d'accès à un concours traditionnel soient accrues ; l'autre correspond à une intégration de jeunes de banlieue sur des critères particuliers. A mon sens, ces deux voies méritent d'être expérimentées.

La question de l'extension des expériences engagées à une population de jeunes plus nombreuses est essentielle. A ce propos, les expériences parisiennes de lycées d'élite me laissent sceptiques, car elles ne répondent pas de manière quantitative et qualitative aux besoins de la société de la connaissance. Nous avons certes besoin d'exemples, mais l'exigence de l'égalité des chances pour une classe d'âge, dans la perspective d'une société moderne, ne peut s'en contenter. Par ailleurs, d'autres expériences devront être menées, notamment en matière d'apprentissage. Le taux d'échec des bacheliers professionnels et technologiques dans le système universitaire traditionnel étant catastrophique, nous discutons avec les responsables de Formasup pour que le nombre d'apprentis présents au sein de l'enseignement supérieur rhône-alpin passe de 3 000 à 5 000, en bénéficiant d'une préparation spécifique.

Face à tous ces défis, la région souhaite apporter sa contribution, notamment dans le cadre des contrats d'établissements (tutorat et monitorat étudiants, actions de sensibilisation des étudiants, etc.). Début 2006, nous souhaitons constituer un groupe de travail avec des établissements de Rhône-Alpes, des experts et des représentants des étudiants, des lycées et du rectorat. Ce groupe sera chargé de proposer des mesures régionales visant à accroître la réussite des jeunes de milieux défavorisés à tous les niveaux universitaires. Cette initiative fait partie d'un plan d'ensemble que le

président Queyranne veut promouvoir au titre de la politique de la ville. Ces mesures seront mises en œuvre dans les contrats régionaux quadri-annuels à partir de 2007.

Enfin, je félicite les écoles et les lycées de Rhône-Alpes pour leur investissement dans ces séries d'expériences.

M. FORESTIER, membre du Haut Conseil à l'Éducation

En matière d'expérience, il convient de mentionner de Jean Capelle et Gaston Berger, qui dès les années 50 critiquaient le modèle français de l'enseignement supérieur, pour son caractère malthusien et sa propension à produire des clones. Leur ambition était d'ouvrir un nouveau genre d'école (l'INSA) dans toutes les régions de France. Leur projet n'a pas connu l'ampleur désirée, car les écoles traditionnelles ont résisté face à l'émergence d'un modèle qui n'était pas politiquement correct. Je regrette que l'INSA ne soit pas présent ici ce matin, car cette école a été la première à tenter de bousculer le tabou de l'accessibilité traditionnelle aux grandes écoles.

Compte tenu de mes origines, je ne sais pas si j'aurais pu faire aujourd'hui ce que j'ai fait il y a 40 ans. Toutefois il me semble que la démocratisation alors en cours ne fonctionne plus de la même manière aujourd'hui. Au début des années 80, 70 % des enfants de cadres supérieurs et 15 % des enfants d'ouvriers obtenaient leur baccalauréat. Aujourd'hui, les taux s'élèvent respectivement à 80 et 50 %. Cette démocratisation n'est qu'apparente car les enfants de cadres supérieurs passent tous le bac général, alors que les enfants d'ouvriers passent majoritairement le bac professionnel ou technologique. En 1980, 15 % des enfants d'ouvriers non qualifiés obtenaient leur baccalauréat général ; ils sont aujourd'hui 16 % ! La massification de l'enseignement secondaire s'est donc traduite par une large sédimentation sociale. La création du baccalauréat professionnel est une initiative intéressante, mais elle a conduit les enfants d'ouvriers à ne pas être envoyés vers le baccalauréat général. Aujourd'hui, un enfant de milieu défavorisé a moins de chance d'accéder à la filière scientifique qu'il y a 40 ans. La démocratisation de l'enseignement ne concerne pas seulement les grandes écoles, mais l'enseignement supérieur dans son ensemble. Cette démocratisation a reculé dans la structuration du baccalauréat. A niveau scolaire équivalent, la probabilité d'être orienté vers le baccalauréat général, technologique ou professionnel dépend de l'origine sociale, du sexe et de l'âge des élèves. Une solution possible serait donc d'orienter les élèves sans tenir compte de leur origine sociale. Pour ce faire, il faudrait sans doute décomplexer les élèves d'origine modeste pour qu'ils soient davantage enclins à demander la voie générale.

Par ailleurs, compte tenu de la gravité de la situation actuelle, il ne faudrait pas chercher à relancer la guerre entre les universités et les grandes écoles. Par nature et par raison, je suis profondément optimiste. Dans les années 50, la démocratisation était une conséquence. Aujourd'hui, nous sommes condamnés à cette démocratisation, car l'effort d'accroissement des effectifs de scientifiques et d'ingénieurs dans notre pays ne peut désormais être fait qu'en direction des milieux modestes.

M. MORVAN, recteur de l'Académie de Lyon et chancelier des universités

L'AGERA a choisi de placer son action dans l'esprit de la loi de cohésion sociale. Dans son discours du 1^{er} décembre, le premier ministre a insisté sur l'urgence de faire de l'ouverture sociale

et de l'égalité des chances une réalité pour tous, et a engagé sur ce thème de l'action de l'Etat dans deux directions : l'emploi et l'éducation. Dans ce dernier domaine, le travail à mener est considérable. Les récents événements ont montré que les équilibres étaient fragiles, et combien les engagements de l'Etat étaient fondamentaux. L'égalité des chances passe d'abord par la possibilité pour tous d'accéder normalement à un emploi. Dès lors, l'éducation et la formation apparaissent comme les pierres angulaires d'un dispositif de cohésion sociale. Lors de la conférence de presse du 1^{er} décembre, le premier ministre a mentionné un certain nombre d'items relatifs à l'égalité des chances : lutte contre l'échec scolaire, développement de l'information sur les débouchés et les filières, facilité de l'accès des jeunes aux universités et aux grandes écoles.

500 000 jeunes d'une même classe d'âge – qui compte 800 000 personnes – obtiennent le baccalauréat. 4 000 d'entre eux entrent dans l'une des 10 plus grandes écoles. L'ouverture sociale de l'enseignement supérieur ne constitue pas un vain mot puisque les flux entrants d'étudiants dans l'enseignement supérieur ont augmenté de 32 % au cours des 15 dernières années. Pour autant, la fracture sociale demeure : les enfants d'ouvriers sont surreprésentés dans les STS ; les filières de santé accueillent une majorité d'enfants de cadres ; les enfants d'ouvriers constituent plus de 30 % de la population des 17-19 ans, mais ne représentent que 14 % des effectifs universitaires ; les jeunes d'origine modeste sont plus nombreux en IUT ou en STS que dans les filières de santé ou dans les grandes écoles.

Les actions menées jusqu'à présent demeurent encore modestes, mais elles témoignent d'un réel engagement dans le cadre de l'ouverture sociale. Ainsi les partenariats établis entre certains établissements du second degré d'une part et des grandes écoles et des universités d'autre part constituent les premiers éléments d'une dynamique indispensable pour développer la mixité sociale dans l'enseignement supérieur. Cette action concerne pour l'heure 650 élèves au niveau national. Les proviseurs des lycées concernés peuvent d'ores et déjà mesurer l'impact de ces partenariats sur leur établissement. Face à l'enjeu que représente la cohésion sociale, l'action menée par l'AGERA et le travail réalisé en partenariat avec les établissements du second degré se doivent de déboucher rapidement sur des réalisations concrètes qui permettront à la fois de démocratiser l'enseignement supérieur, et en particulier l'enseignement supérieur sélectif, et de favoriser la diversification des parcours. Ainsi cette action permettra de faire des études supérieures un véritable vecteur de promotion sociale et un outil d'intégration en rendant concret des modèles de réussite qui passent par les études. Il ne s'agit pas de faire de la discrimination positive, ni de procéder à des sélections au rabais, mais plutôt de s'efforcer de donner à tous la même chance en réhabilitant le travail et l'effort. Ce combat requiert un engagement républicain au profit de l'école pour gagner la bataille de la modernité, et pour réduire la fracture sociale.

Au moment où l'on s'interroge sur l'efficacité des ZEP, les récents événements dans les quartiers ont rappelé que la cohésion sociale passe par un travail de terrain s'attachant à prendre en compte les difficultés de tous ceux que le quotidien n'épargne pas pour leur proposer des perspectives s'inscrivant dans les valeurs d'un Etat républicain. Le travail commun qui est réalisé entre les grandes écoles et les lycées de ZEP va permettre de ne plus simplement inscrire une action dans une politique de moyens, mais de faire émerger l'excellence qui constitue une valeur partagée. Il s'agit de permettre à nos élèves d'oser, et de faire sauter des tabous sociaux.

L'animateur

Tout ce que nous venons d'entendre nous aidera à réfléchir sur la question de l'ouverture sociale. La table ronde qui va suivre nous permettra de tirer quelques enseignements de l'expérience de

partenariat lycées-grandes écoles, et surtout d'être à l'écoute de vos attentes, pour que le concept d'ascenseur social devienne une réalité. Après le déjeuner, nous parlerons des expériences réussies menées en région.

Table ronde n°1 "Besoins et attentes du milieu social"

Claude BOYER, directeur de l'ISTP / Ecole des Mines de Saint-Etienne

Chris LAROCHE, proviseur du Lycée Robert Doisneau à Vaulx-en-Velin

Philippe RICHARD, proviseur du Lycée Sainte-Barbe à Saint-Etienne

Denise CHOTTEAU-ADALID, proviseur de la Cité scolaire Jacques Brel à Vénissieux

Roger BALSOLLIER, principal du Collège Lamartine à Villeurbanne

L'animateur

L'objectif de cette table ronde est d'être à l'écoute de vos attentes. Claude Boyer est directeur de l'Institut Supérieur des Techniques Productiques (ISTP).

Claude BOYER

L'ISTP est la filière formation d'ingénieurs sous statut salarié de l'Ecole Supérieure des Mines de Saint-Etienne.

L'animateur

Pourriez-vous nous apporter un éclairage sur la question complexe de l'ouverture sociale ?

Claude BOYER

Les chiffres présentés ce matin concernant les effectifs de jeunes issus des milieux ouvriers posent la question du rôle de la famille, de l'école et des services d'orientation. Par ailleurs, il conviendrait de s'interroger sur la liaison entre l'enseignement supérieur et le monde économique. Notre société est en pleine mutation, puisque nos activités de production industrielle sont en train de nous échapper. Pour assurer la compétitivité de notre pays, nous devons mobiliser l'ensemble de la matière grise de notre pays. Ensuite, l'enjeu pédagogique auquel nous faisons face concerne tous les niveaux scolaires (primaire, secondaire et supérieur) et revêt une importance significative, car des pédagogies adaptées permettent de révéler les talents.

L'animateur

Un travail sur les mentalités doit également être mené. Sur ce point, je pense à ce que disait M. Forestier sur la réactivation des ambitions.

Claude BOYER

Cette réactivation doit se faire dans l'environnement personnel des jeunes. L'environnement d'un jeune issu d'un milieu modeste ne permet pas de promouvoir les ambitions, car les parents de milieu modeste ont souvent tendance à pousser leurs enfants à trouver rapidement un travail, et non à faire de longues études. Aussi, un travail important doit être mené pour favoriser les rencontres

entre des personnes issues de cultures différentes. Le travail sur les mentalités doit ensuite concerner les dispositifs de financement de la formation, car les familles disposent de moyens relativement modestes. Le travail sur les mentalités doit également être conduit dans les entreprises. Pour que la formation tout au long de la vie réussisse, il faut qu'elle constitue un élément extrêmement porteur de l'ascenseur social. A l'ISTP, je rencontre de nombreux responsables des ressources humaines et acteurs concernés par le dispositif. Le changement des mentalités doit se faire aussi dans les médias, car les jeunes doivent être clairement informés de ce qu'ils peuvent faire.

L'animateur

N'y a-t-il pas là un risque de faire rêver les jeunes ?

Claude BOYER

Les exemples que nous allons entendre vous montreront comment s'est effectué le passage du rêve à la réalité. Il faudrait que ces cas particuliers deviennent plus généraux.

L'animateur

Comment approfondir le dialogue entre les écoles et les grandes écoles, dont l'image est parfois éloignée de la réalité ?

Claude BOYER

En France, les grandes écoles jouissent d'une forte image de prestige et de reconnaissance. Cette chance pourrait être davantage mise au service de l'ambition que nous avons de mobiliser l'ensemble des matières grises de notre pays. Toutes les expérimentations menées entre les lycées et les grandes écoles mériteraient d'être valorisées et médiatisées. Par ailleurs, force est d'admettre que l'ascenseur social ne se joue pas qu'à l'école, mais tout au long de la vie. La question de la performance du dispositif de formation continue doit donc être posée.

L'animateur

Des expériences ont d'ores et déjà été menées. Chris Laroche, quelles leçons tirez-vous de l'expérience que vous avez vécue ?

Chris LAROCHE

J'ai appris à modifier mon regard sur les élèves du lycée. Ainsi je souhaite demander à tous nos partenaires de modifier leur regard sur un certain nombre de réalités. Cette évolution passe peut-être par l'utilisation de certains vocables : cessons de parler de « banlieue », car nous vivons dans des villes en émergence. Au cours des dernières semaines, ceux qui étaient le plus en désespérance ont soulevé une série de problèmes qui nous concernent tous, mais aussi et surtout les élèves des territoires défavorisés. L'opération menée avec Sciences Po a certes propulsé le Lycée Doisneau

dans une vitrine médiatique ; elle nous a aussi permis de constater que nos élèves n'avaient pas une culture générale comparable à celle d'élèves issus de milieux plus favorisés, mais qu'ils disposaient d'un savoir-faire, d'une richesse d'expériences, d'un dynamisme et d'un potentiel dont les filières d'excellence doivent s'enrichir pour métisser davantage notre société.

L'animateur

Le travail doit donc porter sur le vocabulaire, sur les regards et sur la diversité des potentiels.

Denise CHOTTEAU-ADALID

Dans nos établissements, le projet d'orientation est souvent esquivé par les élèves et les familles. L'ambition, et plus généralement l'espoir d'insertion sociale, sont limités, car certains anciens élèves ont réussi leurs études, mais n'arrivent pas à s'insérer socialement. Dans ce contexte, tous les citoyens français doivent redonner de l'espoir. Nous travaillons en ce sens dans notre établissement, mais ce travail devrait commencer dès la maternelle.

Philippe RICHARD

L'expérience menée au Lycée Sainte-Barbe est longue, puisqu'elle remonte à la création de l'établissement en 1882. A cette époque, Saint-Etienne était en pleine phase d'industrialisation. De nombreuses générations de stéphanois sont passées par nos écoles professionnelles, et ont ainsi pu acquérir de la valeur ajoutée. L'histoire nous apprend aujourd'hui à continuer le combat, car les besoins demeurent réels pour que les jeunes puissent prendre place dans la société. Ce travail est indispensable, car nombre de jeunes, blessés par la vie, ont une mauvaise estime d'eux-mêmes. Nous accueillons ces jeunes, souvent là par défaut, en leur proposant de rétablir cette estime.

L'animateur

L'ascenseur social peut fonctionner si les jeunes sont aidés pour rétablir cette estime. Comment les grandes écoles peuvent-elles vous aider dans ce travail ?

Chris LAROCHE

Nous avons commencé à mener avec Sciences Po et l'INSA un travail d'accompagnement, de rencontre et d'information. Pour que ce travail d'information soit efficace, il faut que les enseignants du lycée soient convaincus de son utilité. En outre il faut qu'un travail d'accompagnement soit mené, en partie avec les étudiants des grandes écoles et des universités.

L'animateur

Comment se passe concrètement ce travail ?

Chris LAROCHE

Je me méfie du terme « tutorat » qui est peut-être trop axé sur les savoirs scolaires. L'accompagnement doit être plus large pour que l'étudiant ait la possibilité de redonner de l'espoir au lycéen.

L'animateur

Ces initiatives doivent s'inscrire dans un projet d'établissement. La rencontre avec les grandes écoles peut convaincre l'équipe pédagogique d'un lycée.

Denise CHOTTEAU-ADALID

La réussite des élèves de nos trois établissements dans des grandes écoles a un effet médiatique positif pour l'image de ces établissements. Elle a surtout un effet positif en interne, car elle a valeur d'exemple. Ainsi les élèves ont davantage d'ambitions dans leur orientation post-bac et travaillent plus pour y arriver. Les grandes écoles pourraient nous aider en contribuant à cette dynamique. Toutefois nous ne souhaitons pas introduire de discrimination entre nos élèves en construisant un dispositif de soutien pour tel ou tel projet d'orientation. Actuellement, des élèves de quatrième année de l'INSA viennent bénévolement proposer de l'aide. Leurs compétences pédagogiques leur permettent d'accompagner la scolarité de notre filière STI électrotechnique, de donner de la confiance scolaire et de partager des expériences.

L'animateur

La proximité de génération est-elle importante ?

Denise CHOTTEAU-ADALID

Bien sûr. Ainsi nous faisons se rencontrer les délégués de 3^{ème} et les délégués du Lycée de Vaulx-en-Velin.

Claude BOYER

Le problème est de réussir à passer d'une mentalité pessimiste à un état d'esprit beaucoup plus qu'optimiste. Un message optimiste doit être transmis à la fois aux jeunes et aux équipes pédagogiques. Les grandes écoles peuvent jouer un rôle dans ce domaine en rencontrant davantage de lycéens. Par ailleurs, nous constatons que la création d'entreprises est souvent le fait de personnes ayant un niveau bac+2. Des actions d'encouragement doivent donc être menées dans cette direction.

L'animateur

M. Richard, quelles sont vos attentes vis-à-vis des grandes écoles ?

Philippe RICHARD

Le lien entre l'école et la grande école est naturel, si nous le voulons. L'établissement de ce lien doit se faire dans une structure d'échange d'égal à égal. L'école et la grande école doivent donc travailler ensemble dans une perspective d'ouverture sociale. A Saint-Etienne, nous entretenons et souhaitons voir se développer ce type de relation. Les jeunes de l'ISTASE par exemple pourraient rencontrer nos lycéens pour qu'ils aient une meilleure estime d'eux-mêmes.

L'animateur

Comment cela se passe-t-il dans votre établissement ? Quelles mesures d'amélioration pourraient-elles être prises ?

Denise CHOTTEAU-ADALID

Nous en sommes à la deuxième année de travail. Les améliorations possibles sont donc nombreuses. Je constate une reprise de confiance des enseignants. L'an dernier, nous avons beaucoup travaillé avec l'INSA sur le dispositif de recrutement. Cette année, nous travaillerons davantage sur le partenariat au quotidien.

L'animateur

Pourriez-vous nous faire part d'un petit rapport d'étonnement depuis votre arrivée au collège de Villeurbanne ?

Roger BALSOLLIER

Après 10 années passées à l'INSA, je découvre un monde passionnant dans ce collège. Dans ce type d'établissement, cela n'a pas de sens de parler d'ascenseur social, car ces collégiens apprennent à vivre ensemble et à découvrir un horizon. Dans cette grotte de Platon, je découvre de superbes enseignants et des élèves très intelligents. Je découvre ce monde d'« exclus », une sorte de « collège apartheid ». La situation est grave, car les élèves sont super.

L'animateur

Quand vous étiez à l'INSA, comment parliez-vous de ces collèves ?

Roger BALSOLLIER

Nous ne nous y intéressons pas puisque l'an dernier, l'opération ouverture sociale concernait les lycées. Dans ces collèges, les élèves sont en situation d'exclusion sociale. La classe de 3^{ème} d'insertion est celle qui fonctionne le mieux dans notre collège, car elle permet d'échapper au programme du brevet et d'effectuer des stages en entreprise. Nous devons porter une attention particulière aux collèges ZEP car ils font partie de la République.

L'animateur

Ce qui est fait entre les grandes écoles et les lycées pourrait-il se poursuivre entre les lycées et les collèges ?

Roger BALSOLLIER

Tout à fait. 20 % de nos élèves vont en lycée et près de 0 % passent le baccalauréat.

Chris LAROCHE

A Vaulx-en-Velin, le taux de chômage atteint 40 % et l'on compte 65 % de logements sociaux. C'est dans cette réalité que le système éducatif apporte de l'espoir aux jeunes scolarisés. Les collèges de Vaulx-en-Velin bénéficient de l'effet d'entraînement qui est observé dans les deux lycées situés à proximité. En janvier 2006, les élèves de 3^{ème} des quatre collèges de Vaulx-en-Velin et du collège de Villeurbanne rencontreront les lycéens de l'établissement Doisneau. J'espère que nous pourrions continuer à accueillir la totalité des élèves de ces collèges. Quand le lycée de Vaulx-en-Velin n'existait pas, d'aucuns estimaient que les jeunes de la ville devaient aller se cultiver ailleurs. L'ouverture de l'établissement n'a en fait nullement appauvri les lycées environnants. Une déghettoïsation de l'intérieur est en train de se faire grâce au système éducatif. Nous devons continuer dans ce sens.

Roger BALSOLLIER

Les grandes écoles pourraient apporter de la lumière dans cette grotte. L'information et la présence pourraient susciter des ambitions. Dans ce collège, la matière grise, la famille et les enjeux pédagogiques constituent des enjeux importants. Les jeunes sont débrouillards, mais ne savent pas comment apprendre. Les familles sont absentes. Les enjeux pédagogiques sont considérables, car les enseignants ne sont pas découragés d'enseigner un programme que les élèves ne comprennent pas.

L'animateur

Quelle est la place de l'entreprise dans ce processus ?

Denise CHOTTEAU-ADALID

Dans une cité scolaire, comme celle de Jacques Brel, les entreprises sont d'ores et déjà présentes pour les stages. La discrimination est perceptible à ce stade, et ce dans les entreprises comme dans les administrations. Elle est également sensible à l'insertion professionnelle. Nous cherchons à développer des partenariats avec les entreprises et la CCI pour casser l'image négative des territoires sur lesquels habitent les élèves de la cité scolaire.

Philippe RICHARD

A Sainte-Barbe, les élèves du BTS électrotechnique ne poursuivent généralement pas leurs études, car les entreprises ont tendance à leur dire que la poursuite des études est inutile. Nous devrions ainsi davantage dialoguer avec les entreprises et les grandes écoles sur la question de l'ouverture sociale et du parcours.

Claude BOYER

La transformation profonde ne porte pas sur la poursuite des études immédiatement après la scolarité, mais sur la logique de formation tout au long de la vie. Cette logique doit concerner tous les niveaux socioprofessionnels. De même, la matière grise doit pouvoir se redéployer progressivement au cours de la carrière professionnelle.

Chris LAROCHE

Nous n'avons pas encore de stages en entreprise. Nous en organiserons avec l'ouverture des BTS dans notre établissement. A travers des formations et des informations, une culture de l'entreprise s'est mise en place. En outre, le lycée accueille des chefs d'entreprise.

L'animateur

Dans cette logique de projet, qu'aimeriez-vous faire avec les chefs d'entreprise ?

Chris LAROCHE

Votre question est quelque peu anticipée. Par ailleurs je tenais à préciser que nous veillons à ce qu'aucun problème financier n'empêche nos élèves de poursuivre leurs études à Sciences Po ou à l'INSA. Dans le cadre d'un partenariat clairement établi, les entreprises pourraient apporter leur aide dans ce domaine.

Roger BALSOLLIER

Dans notre collège, l'INSA va proposer, dans le cadre de l'opération « L'Olivier », de nouveaux outils pédagogiques Internet aux élèves les plus en difficulté. Pour l'heure, cette opération ne bénéficie pas de moyens et fait appel à Internethon.

L'animateur

A travers leurs réseaux, les grandes écoles pourraient faire passer un message de sensibilisation auprès de ceux qui sont en poste dans des entreprises.

Un intervenant

Nous utilisons d'ores et déjà ces réseaux d'anciens. A l'entrée dans une grande école, l'expérience de la vie est prise en compte. La loi relative à la validation des acquis de l'expérience est intéressante car elle permet d'accéder à un cursus grâce à de l'expérience professionnelle. A l'Ecole des Mines, nous avons développé un dispositif tenant largement compte de cette expérience.

L'animateur

Je vous propose d'ouvrir le débat avec la salle.

M. PIERON, HEC

Nous menons une action dont les médias n'ont pas parlée. Il n'est pas certain que la médiatisation soit toujours aussi positive que certains l'imaginent. Dans l'action que nous menons, nous sommes doublement diabolisés : nous sommes ceux qui apprennent à manier l'argent et nous sommes payants. Dans mes contacts avec les lycées, l'introduction du monde de l'entreprise est souvent difficile. Dans notre action, nous avons contacté deux entreprises qui ont immédiatement répondu favorablement. Les grandes écoles ont l'avantage de pouvoir mobiliser des réseaux importants. Par ailleurs nous oublions parfois de mutualiser les efforts des grandes écoles et des universités. Enfin j'estime que l'usage de l'informatique pourrait être développé pour enseigner l'autonomie et la méthodologie de recherche.

M. FLUCHERE, Président du Comité Formasup Rhône-Alpes

Quelle suite concrète sera donnée à ce colloque ?

M. SOUIFI, Professeur à l'INSA de Lyon

Le tutorat est fondamental aux collèges. A notre niveau, nous ne parlons pas de soutien scolaire, mais nous nous intéressons d'abord au contexte social et culturel. Depuis ce matin, nous avons évité de dire que les personnes défavorisées étaient généralement issues de l'immigration. Ainsi en matière de tutorat, la valeur de l'exemple est importante ; en outre il est essentiel de bien décoder les difficultés auxquelles font face les enfants, les familles et les équipes pédagogiques. Le tutorat ne s'improvise donc pas, mais suppose une véritable réflexion.

M. STORCK, président de l'AGERA

Notre journée fera l'objet d'une synthèse. Ensuite un deuxième colloque se tiendra en 2006. Enfin un groupe de travail s'est mis en place afin de confronter dans la durée ces expériences, sur tous les plans (réussite scolaire, intégration sociale, coût, etc.). Par ailleurs il est important de sortir des débats entre petites et grandes écoles, pour pouvoir mieux avancer ensemble.

M. MIGNOT, responsable d'une équipe de recherche à l'ENTPE

Mes parents étant ouvriers, j'ai bénéficié de l'ascenseur social. Après le baccalauréat, je n'aurais pas su quoi faire si un professionnel ne m'avait pas dit d'intégrer les classes préparatoires. Par ailleurs il semble que la dimension financière doit être prise en compte si l'on veut que des enfants d'ouvriers fassent de longues études. Une démarche volontariste visant à augmenter le pourcentage de fils d'ouvriers et d'employés dans les cursus long suppose un effort important en termes de bourses. Dans les années 80, les grandes écoles comptaient environ 12 % de fils d'ouvriers, contre 6 % à l'université. Depuis, il y a eu un rattrapage... par le bas ! Des efforts financiers doivent être faits.

Denise CHOTTEAU-ADALID

Dans nos trois établissements, nous sommes au centre d'interventions diverses. La médiatisation autour de Sciences Po et de l'ESSEC a été grande et a permis, dans un premier temps, d'attirer l'attention sur le problème. Il s'agit maintenant de se mettre au travail. Les partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur nous semblent favorables s'ils permettent de stimuler l'ambition de tous nos élèves. La mutualisation des interventions extérieures dans les établissements doit se faire dans le cadre du projet d'établissement, et ne doit pas remplacer les enseignements. Nous devons donc préciser le champ d'intervention des différents interlocuteurs (enseignants, assistants d'éducation, assistants pédagogiques, étudiants).

L'animateur

Entre lycées, menez-vous des actions de mutualisation ?

Chris LAROCHE

Les trois lycées travaillent effectivement en réseau. En 2003, j'ai commencé l'expérience avec Sciences Po, en associant les deux autres établissements, car nous avons les mêmes caractéristiques. Nous sommes les seuls en effet à être implantés sur des territoires défavorisés et notre pourcentage d'élèves issus de catégories socioprofessionnelles défavorisées est extrêmement élevé. Ces trois lycées ne sont pas difficiles, mais ils comptent un grand nombre d'élèves vivant des difficultés.

Mme DAUX, proviseure du Lycée Jean Perrin

Je vous remercie de placer cette journée sous le double signe de la pédagogie et du civisme. Par ailleurs, je m'interroge sur la pertinence des établissements dits de proximité, qui induisent des partenariats et des politiques thérapeutiques afin de répondre aux maux induits par une surségrégation. Enfin j'espère que la réflexion ne porte pas que sur leur notation, mais aussi sur les certifications, afin que l'école et la société se donnent les moyens de reconnaître toutes les intelligences et cultures, et que nos écoles deviennent des lieux de métissage et de plus grande justice.

Mme HOCHARD, adjointe au maire à Vaulx-en-Velin à l'enseignement secondaire et supérieur, et à la culture

Je ne peux que cautionner les propos de Chris Laroche, car le travail de partenariat s'inscrit dans la durée. Notre maire a récemment diffusé à toutes les entreprises de la région une plaquette intitulée « Nous sommes l'avenir de vos entreprises et nous sommes prêts ». Je souhaite ainsi que tous les établissements scolaires permettent à notre jeunesse d'être prête.

Chris LAROCHE

La notion d'établissement de proximité est indispensable, car on ne peut pas tirer un trait sur le développement des quartiers qui sont dans la précarité. Les récents événements vont sans doute réveiller la société française : si nous continuons à balayer les discriminations, nous irons dans l'impasse. Les établissements de proximité constituent un droit pour ceux qui vivent dans les quartiers défavorisés. Si les quartiers sont dangereux et peu agréables, il faut que des mesures soient prises pour qu'ils évoluent favorablement.

M. FORESTIER

Ce sujet ne doit pas donner lieu à des affrontements, car il y a de la place pour les deux stratégies. En 1991, j'ai ouvert la première prépa en zone difficile, qui s'est révélée être une réussite. Parallèlement, les grands lycées doivent pouvoir apporter leur contribution. Ces deux politiques ne doivent pas être opposées.

Table ronde n°2 "Besoins et attentes du monde économique"

Claude BOYER, directeur de l'ISTP / Ecole des Mines de Saint-Etienne

Latifa ZOUHIR, étudiante

Claude GUERIN, tuteur, CEV Groupe Schneider

Julien MERCEY-BON, étudiant

Bernard RUMPLER, tuteur, Softpro Industrie

Jean FLUCHERE, président du Comité Formasup Rhône-Alpes

David SOLEILLANT, chef d'entreprise

Christophe TREMOUREUX, directeur industriel de Faurecia

L'animateur

Notre table ronde est composée d'étudiants, d'élèves apprentis et de tuteurs. Latifa, quel est votre parcours ?

Latifa ZOUHIR

Après un bac scientifique, j'ai commencé un DEUG en économie et gestion. Après trois mois d'études, j'ai choisi de travailler dans une entreprise. Deux ans plus tard, j'ai suivi un DUT OGP, puis j'ai intégré l'école d'ingénieurs ISTP.

L'animateur

Comment en êtes-vous arrivée là ?

Latifa ZOUHIR

Mon expérience d'opératrice en entreprise m'a permis de rencontrer mon responsable de production, qui m'a incitée à poursuivre mes études. J'ai suivi ma formation DUT en alternance, pour des raisons financières. En DUT, mon tuteur m'a poussé à intégrer une école d'ingénieur.

L'animateur

Comment avez-vous perçu les propos entendus dans le cadre de la première table ronde ?

Latifa ZOUHIR

Je me suis reconnue dans de nombreuses interventions. L'alternance m'a permis de poursuivre mes études. Mes parents étant ouvriers, je n'avais pas l'idée de poursuivre de longues études. Par ailleurs il est important que les jeunes cessent de se sous-estimer et prennent conscience qu'ils peuvent réussir leurs études. Ainsi les témoignages de parcours réussis de jeunes issus de milieux peu favorisés devraient faire l'objet d'une large communication.

Julien MERCEY-BON

Je viens de la Saône-et-Loire. J'ai fait un bac STI électronique, car on m'y a poussé. Mes parents, issus d'un milieu modeste, m'ont permis de dépasser les obstacles que je rencontrais dans mon ascension sociale. Aujourd'hui, je suis en troisième année d'école d'ingénieurs en informatique et réseau de communication à Lyon. J'étudie par apprentissage et je travaille dans la société Softpro Industrie. Je suis très satisfait d'avoir trouvé cette entreprise d'accueil.

L'animateur

Comment avez-vous perçu les propos entendus dans le cadre de la première table ronde ?

Julien MERCEY-BON

Les propos de M. Forestier m'ont beaucoup touché, car ils ont grandement fait écho à mon parcours. Mes parents ont fait des demandes de bourse, mais je n'ai rien obtenu car les documents ont été mal remplis. J'ai donc dû faire un prêt étudiant. Malgré mon BTS, j'ai pu intégrer l'école CPE Lyon. L'apprentissage devrait être développé pour favoriser l'ascension sociale.

Bernard RUMPLER

Softpro Industrie est une société lyonnaise d'informatique industrielle. L'apprentissage est une solution qui devrait être développée, car les demandes sont nombreuses dans le monde industriel. L'intégration dans les filières royales se fait dès la 3^{ème} sur des critères économiques (adresse de résidence de l'élève, etc.). Nos écoles d'ingénieurs sont bien reconnues. Enfin je constate que la part des étudiants de l'INSA issus du milieu ouvrier est restée relativement stable au cours des 25 dernières années.

L'animateur

Dans quelle mesure l'apprentissage peut-il être un vecteur d'ascenseur social ?

Bernard RUMPLER

L'INSA admet chaque année 500 élèves, alors qu'elle reçoit 10 000 demandes. Participant au jury de recrutement de l'IT2I et de CPE, j'ai pu constater que des talents devaient être mieux valorisés.

L'animateur

Quelle est votre mission vis-à-vis, par exemple, de Julien ?

Bernard RUMPLER

Pour développer mon entreprise, je cherche des talents répondant à mes attentes. Des personnes issues de milieux défavorisés rencontrent des problèmes matériels pour poursuivre leurs études. Après la période d'apprentissage, nous proposons des postes à ces personnes. Il y a donc une forme de reconnaissance.

L'animateur

M. Guérin, comment vivez-vous votre mission ?

Claude GUERIN

Je suis responsable de la logistique, de l'approvisionnement des composants et de la distribution des produits finis dans une société du Groupe Schneider implantée en Ardèche. Notre groupe a les moyens de développer la culture des cadres, au travers de l'intégration de jeunes en difficulté. Par ailleurs, nous proposons des stages aux élèves de 3^{ème} et aux étudiants en IUT. L'apprentissage constitue une alternative intéressante, car l'école forme dans un contexte unique. Lorsque j'étais tuteur de Latifa, j'ai eu l'occasion d'entretenir des relations privilégiées en tenant, par exemple, compte de son contexte familial. L'entreprise lui paie son logement et ses déplacements.

Latifa ZOUHIR

Mon tuteur m'aide à la fois en matière de savoir-faire et de savoir-être. Mes expériences de vie me renforcent et me font avancer.

Christophe TREMOUREUX

Je préfère le terme « escalier social » à celui d'« ascenseur social », car le second sous-entend d'une part que la valorisation sociale n'est que verticale, et d'autre part que seuls les derniers étages de notre société « immeuble » valent le coup. Je pense que l'on peut être très heureux, reconnu et valorisé en vivant au rez-de-chaussée. Je dirige 9 usines rassemblant 3 000 personnes parmi lesquelles figurent un grand nombre d'ouvriers. Quel que soit le statut, il faut être capable de donner aux gens une vision. Pour concrétiser celle-ci, il faut un moteur (l'ambition) et une énergie (le travail, la volonté et le goût d'entreprendre).

L'animateur

Est-ce votre propre expérience qui vous permet de prendre la posture qui est la vôtre aujourd'hui ?

Christophe TREMOUREUX

Tout à fait. Je suis issu d'un milieu très modeste : mon père était maçon et ma mère était femme au foyer. Je rêvais d'être professeur d'anglais. Après mon bac technologique, j'ai dû travailler comme

ouvrier car ma mère était malade. Ensuite, j'ai suivi des cours du soir pour obtenir un DESS. A 44 ans, j'ai décidé de m'inscrire à l'ISTP de Saint-Etienne pour obtenir un diplôme d'ingénieur.

L'animateur

Comment les grandes écoles pourraient-elles faire évoluer leurs pratiques ?

Christophe TREMOUREUX

L'approche de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne et de l'ISTP est excellente, car l'entreprise est au coeur de leur démarche et participe à l'élaboration du contenu de la formation.

L'animateur

Quels propos vous ont marqué depuis ce matin ?

David SOLEILLANT

Je suis d'accord avec le fait que tout le monde n'ait pas pour objectif d'être en haut de l'immeuble. J'ai créé mon entreprise en 2002. Après un bac technologique et un BTS technologique, j'ai intégré la vie professionnelle, car mes parents sont issus d'un milieu modeste. Au cours de ces six années de vie professionnelle, j'ai eu besoin d'acquérir de nouvelles compétences, grâce à la formation continue. L'ISTP m'a donné la possibilité d'accéder à la formation tout en poursuivant mon activité professionnelle.

L'animateur

Quels facteurs expliquent votre réussite ?

David SOLEILLANT

Au-delà des compétences que m'a apporté l'école d'ingénieurs, une certaine volonté est nécessaire pour créer une entreprise. Ensuite il faut un peu de chance et de folie pour se lancer.

Un intervenant

Le sujet de l'apprentissage me tient à cœur, car cette voie est complémentaire aux grandes écoles et aux filières qui réussissent. J'estime qu'il y a un manque de structures proposant des formations en alternance, tant au niveau bac+2 que bac+5. En informatique à Lyon, seule l'IT2I propose une filière d'ingénieurs en alternance. Les talents étant présents, il faudrait trouver des moyens pour financer des structures en alternance.

L'animateur

Que pourriez-vous nous dire de la mission Formasup ? Que vous inspirent les propos entendus aujourd'hui ?

Jean FLUCHERE

Les deux étudiants présents ici dépendent de Formasup. J'ai été frappé par leur maturité et leur aisance à s'exprimer devant le public. Formasup est une organisation créée à la demande du président du Conseil régional en 1994. Après trois mois de réflexion, la Charte du dispositif Formasup Rhône-Alpes a été signée. Ce dispositif unique en France est composé d'un comité régional Formasup, qui gère un certain nombre de CFA. Chaque année, nous avons 3 000 apprentis qui se forment à une centaine de métiers. 40 % d'entre eux ont un bac+5. Le taux de réussite au diplôme est supérieur à 91 %. 70 % des diplômés ont un travail dans les quatre mois après l'obtention de leur diplôme, 15 % poursuivent leurs études et 15 % sont en recherche d'emploi. Formasup ne recrute pas sur des critères universitaires, mais sur la profondeur du projet professionnel présenté.

La région souhaitant voir progresser le nombre d'apprentis de 32 000 à 50 000, Formasup devra très rapidement en former 5 000. Cette progression ne nous pose aucun problème en termes quantitatifs et qualitatifs ; en revanche nous risquons de rencontrer des difficultés pour trouver des financements et des maîtres d'apprentissage dans les entreprises. Récemment, nous avons signé un accord interprofessionnel relatif à l'emploi des seniors. Cette piste devrait être explorée pour que ces personnels transmettent leurs savoirs aux jeunes.

Claude BOYER

Pour que l'apprentissage soit un pari gagnant pour le postulant, l'entreprise et l'équipe pédagogique, il faut que des précautions soient prises dans la contractualisation. En outre, le tuteur joue un rôle important, car il constitue la clé de voûte du dispositif. Ainsi, lorsque l'apprenti rencontre des problèmes dans son parcours, le tuteur doit intervenir pour les résoudre. Il convient également de souligner l'importance du rôle des équipes pédagogiques, qui ont dû faire évoluer leurs méthodes pédagogiques pour partir des situations afin de remonter vers les concepts. Enfin il convient de préciser que les principes de réussite des formations bac+5 s'appliquent aux formations bac et bac+2.

Melle GRESSIER, stagiaire à Grenoble Ecole de Management

La scolarité en écoles de commerce coûte très cher. Une année à l'Ecole de management coûte 7 500 euros. Pour subvenir à leurs besoins, nombre d'étudiants doivent avoir un second travail, car les dédommagements de stage couvrent simplement les frais de scolarité. Les politiques d'ascension sociale des écoles devraient mieux prendre en compte cette réalité. Par ailleurs, issue d'un milieu défavorisé, j'ai dû travailler durant mes classes préparatoires. Cette année, je suis les cours, je travaille en alternance et j'ai un autre travail. Les politiques d'ascension sociale des écoles devraient également prendre en compte cette réalité.

Mme REYNAUD, proviseure adjointe du Lycée Jean Paul Sartre à Bron

Les parcours qui viennent de nous être présentés sont rares. Il faudrait également parler de tous les autres, qui n'ont bien souvent pas le goût de se lancer dans de tels parcours. Je travaille dans un lycée à population mixte : la moitié des élèves est très bien adaptée à l'école ; l'autre moitié est constituée d'élèves qui sont issus de classe moyenne ou défavorisée, et qui manquent d'ambition et n'ont pas le goût du travail.

L'animateur

Que peut-on faire ?

Mme REYNAUD

Il faudrait travailler sur les représentations de ce que sont le travail et l'effort. Les élèves ont parfois des idéaux totalement inadaptés à leurs performances. Ces jeunes sont pleins de richesse. Il faudrait que l'école leur donne le goût de la sueur. Certaines élèves devraient peut-être intégrer un internat pour évoluer dans un contexte plus facilitateur.

M. SOUIFI

En tant qu'enseignant, je crois beaucoup à la formation initiale et à ce que peut apporter l'Education nationale. La question de la réussite passe par la question des moyens. Les familles manquent souvent d'ambitions pour leurs propres enfants. Par ailleurs le système permet d'attribuer des bourses sur critères sociaux. Ces bourses m'ont permis de poursuivre mes études. Toutefois j'ai pu constater que notre institution a un problème de regard vis-à-vis de certaines catégories d'élèves. Ces regards doivent évoluer.

Christophe TREMOUREUX

Dans deux de mes usines, 80 % de la population ouvrière n'a jamais vu ses parents travailler. L'entreprise a une dimension sociale. J'ai pu constater les conséquences sociales importantes de la suppression du service militaire. L'entreprise doit offrir des perspectives sociales, car elles n'ont parfois pas été proposées à l'école.

Un intervenant

Je viens d'un milieu favorisé. Il est important que les élèves de grandes écoles changent leurs regards et comprennent que la diversité est nécessaire. Le problème ne porte pas sur la fracture sociale, mais plutôt sur la « tectonique sociale », car il s'agit véritablement de mouvements de plaques. Il faut arrêter de ghettoïser les ZEP. Dans le programme que nous avons défini, nous avons demandé aux entreprises de proposer des stages dès la 2nde. Mon passage à l'Institut National des Télécommunications m'a laissé un aphorisme : « Il n'y a pas de vertu dans la gratuité totale ».

Bernard RUMPLER

Nos grandes écoles fonctionnent très bien et sont reconnues. Il faudrait développer une image positive des voies parallèles.

L'animateur

Je vous remercie tous.

Table ronde n°3 "Les Grandes Ecoles changent"

Chantal DARDELET, coordinatrice du programme « Une Grande Ecole, pourquoi pas moi ? » de l'ESSEC, chargée de mission pour le centre de ressources « promotion sociale » de la Conférence des Grandes Ecoles

Robert GERMINET, directeur de l'Ecole des Mines de St Etienne

Martin RAYNAUD, directeur de la formation de l'INSA de Lyon

Bernard RIBAN, proviseur du Lycée Marcel Sembat à Vénissieux

Gérard PIGNAULT, directeur de CPE Lyon

Claude GAUBERT, professeur à l'INP Grenoble

Brian DEVILLERS, étudiant à l'ENTPE

L'animateur

Pour lancer le débat, j'ai relevé dans la revue de l'Agence éducation emploi formation la formule suivante : « 50 écoles se sont engagées dans un dispositif destiné à favoriser l'intégration de jeunes issus de milieux défavorisés ». Je cite également Marie Reynier, directrice de l'ENSAM et présidente de la commission amont de la Conférence des Grandes Ecoles : « Ce n'est pas de la charité : notre but est de recruter les meilleurs éléments des classes populaires et de ne pas se contenter d'élèves moyens de classes socioprofessionnelles plus élevées ». Madame Dardelet, quel est votre objectif ?

Chantal DARDELET

Les propos de ce matin ont bien illustré la complexité de la question. Pour avancer sur l'ouverture sociale, il faut travailler sur des registres multiples : finances, autocensure des lycéens, etc. A l'ESSEC, nous avons choisi d'accompagner un certain nombre de lycéens issus de milieux modestes dans la durée pour aider chacun d'entre eux à trouver sa voie et à aller au plus loin de ses capacités dans sa voie.

L'animateur

Votre démarche n'est pas mue par la charité.

Chantal DARDELET

Non, nous ne sommes pas dans une démarche de charité, mais dans une logique d'enrichissement mutuel.

L'animateur

Ce matin, Christian Forestier disait clairement : « On n'a pas le choix ».

Chantal DARDELET

Je suis d'accord : nous n'avons pas le choix.

L'animateur

Monsieur Gaubert, quel est votre sentiment ?

Claude GAUBERT

Pour l'Institut National Polytechnique de Grenoble (INPG), qui regroupe dix écoles d'ingénieurs, le projet « accès aux études scientifiques et égalité des chances » s'inscrit d'abord dans un problème que rencontrent toutes les écoles d'ingénieurs : une certaine désaffection des études scientifiques. J'ai été très surpris de constater qu'entre la seconde et la terminale, le « taux de déchet », si je puis m'exprimer ainsi, pour les études scientifiques est très variable et semble lié à un certain nombre de facteurs discriminants, qui peuvent être en particulier l'éloignement géographique de grands centres scientifiques. Nous avons le projet d'intéresser, à travers cette opération, d'autres lycées de l'académie. Ce matin, une question intéressante a été soulevée et j'aimerais que les proviseurs y apportent une réponse. Faut-il s'intéresser à quelques élèves dans une classe ? Faut-il s'intéresser, comme on l'a fait jusqu'à présent, à l'ensemble de la classe ? Ou faut-il trouver une solution intermédiaire, ce que nous espérons, en travaillant préférentiellement avec un groupe d'élèves intéressés avec un effet d'entraînement sur le reste de la classe ?

L'animateur

Madame Laroche a donné quelques éléments de réponse ce matin, quand elle a dit que tous les élèves étaient traités de la même manière.

Bernard RIBAN

Pour nous, la réponse se situe au niveau de l'établissement. Il est exclu de répondre à cette question à travers des élèves qui pourraient être triés sur le volet. Il est exclu de le faire au niveau d'une classe qui pourrait être mise en exergue dans un établissement. Il s'agit de donner espoir à tous nos élèves et de créer, à travers peut-être quelques élèves qui vont bénéficier directement du dispositif partenarial, une dynamique qui incite chaque élève de l'établissement à donner le meilleur de lui-même pour accéder aux études les plus intéressantes possibles et qui correspondent à son projet.

L'animateur

Par rapport à la question générique que je posais, quelle serait votre réponse ?

Bernard RIBAN

J'y ai déjà partiellement répondu. Il est difficile sur le plan éthique de s'adresser aux meilleurs élèves. Sur le plan éthique, tous les enseignants, et pas uniquement les trois chefs d'établissement

qui sont impliqués dans le projet partenarial sur l'agglomération lyonnaise, adoptent un principe qui est celui de l'éducabilité. Il est impossible d'imaginer qu'un élève un jour ne pourra pas accéder à son projet. Pour nous, il est important que les dispositifs que nous pourrions mettre en place permettent à chacun non pas de rêver, mais d'espérer accéder à la formation qui sera la bonne pour lui.

L'animateur

Monsieur Raynaud, quel est votre objectif ?

Martin RAYNAUD

Notre objectif est de recruter des élèves qui puissent réussir dans leur formation et dans leur vie professionnelle. Jusqu'à une date récente, nous avions un recrutement un peu stéréotypé parce qu'il était uniquement fondé sur les notes. Conscients des limites d'une telle méthode, nous avons introduit il y a deux ans un peu de valeur humaine dans le recrutement, ce qui nous a conduits au partenariat par la suite.

L'animateur

Monsieur Pignault, quel est votre objectif ?

Gérard PIGNAULT

Marie Reynier a raison. Pour faire quelque chose de durable, il faut en avoir envie. Ce matin, nous avons vraiment senti que les gens avaient envie de faire plus. Nous en avons envie en tant que grandes écoles, parce que les grandes écoles sont fils et filles de la République et parce que nous y avons intérêt, pour plusieurs raisons. D'abord, nous avons intérêt à élargir le vivier de nos candidats potentiels et à augmenter la justice de notre recrutement. Il y a très longtemps que les universités américaines, confrontées à ce problème de saturation de leur capacité de recrutement dans les couches aisées de la population, ont compris que c'était dans les couches populaires qu'il fallait recruter. Les universités américaines, qui sont payantes et qui, pour certaines d'entre elles, sont même relativement chères, ont mis en place des dispositifs d'aide financière, avec un succès incontestable. Aujourd'hui, nous essayons de faire la même chose à notre façon.

L'animateur

Monsieur Germinet, je vous pose la même question.

Robert GERMINET

Ce matin, nous avons entendu beaucoup d'expériences qui, finalement, vont toutes dans le même sens. Comment faire pour augmenter le vivier et comment essayer de repérer les bons éléments dans les milieux défavorisés ? Je suis un peu frustré que l'on ne se soit pas interrogé sur ce que l'éducation et les grandes écoles pouvaient apporter pour que ces milieux ne soient plus

défavorisés. Un certain nombre de grands scientifiques à travers le monde se posent cette question. L'alternative est la suivante : essaye-t-on de recruter les meilleurs élèves des milieux défavorisés et d'en faire des coups publicitaires à peu de frais ou essaye-t-on d'agir pour que ces milieux ne soient plus défavorisés ?

L'animateur

Brian, pouvez-vous m'éclairer sur votre statut ?

Brian DEVILLERS

Je suis un étudiant qui, après la deuxième année d'école, fait un stage long en entreprise de un an. Nous avons organisé le forum Batira, qui est le forum entreprises de l'ENTPE, conjointement avec l'IUT de Villeurbanne. Nous avons fait le choix stratégique d'ouvrir ce forum, traditionnellement réservé aux ingénieurs, à toutes les formations.

L'animateur

Comment réagissez-vous à ce premier tour de table ?

Brian DEVILLERS

Nous avons voulu ouvrir des projets d'école d'ingénieurs à tous ceux qui peuvent être intéressés.

L'animateur

Vous allez maintenant nous relater chacun votre expérience, en commençant par vous, Chantal Dardelet. J'avais noté cette déclaration d'intention : *« une prépa, une grande école, pourquoi pas moi ? Suivre de la seconde à la terminale des élèves issus de milieux modestes afin qu'ils s'orientent vers des études supérieures et sans procédure spécifique d'intégration. »*

Chantal DARDELET

Le programme s'appelle « une grande école, pourquoi pas moi ? », parce que les classes préparatoires sont une voie d'accès pour entrer dans les grandes écoles, mais elles ne sont pas la seule et toutes les voies d'accès méritent d'être mieux connues aujourd'hui de l'ensemble du public. Avec la question « pourquoi pas moi ? », nous souhaitons nous attaquer à l'autocensure. Nous voulons que les jeunes se sentent autorisés à aller vers ces filières. Aujourd'hui, il s'agit d'un dispositif qui a établi des partenariats avec huit lycées relativement proches de Cergy-Pontoise, puisque l'ESSEC veut jouer un rôle sur son territoire. Certains de nos lycées sont en ZEP ou ZUS, d'autres ne le sont pas. Avec ces lycées, nous avons un véritable partenariat.

Nous avons mis en place un double tutorat, par un étudiant d'une part et par un professeur de l'autre. Le tutorat étudiant permet, à travers un accompagnement de 2 étudiants pour 5 à 6 lycéens, d'ouvrir ces lycéens issus de milieux modestes à la culture générale, de les emmener au spectacle,

de leur donner confiance en eux, en leur faisant prendre conscience de tout ce que eux savent et que les étudiants de grande école ne savent pas, d'aiguiser leur curiosité, de développer leur esprit critique, de travailler les codes sociaux et les représentations, de leur faire découvrir le monde de l'entreprise, de les aider à s'orienter et à trouver des financements pour concrétiser leur projet. Tout au long de ces trois ans, ces jeunes se constituent un réseau de relations, réseau qui est si important pour s'insérer socialement. Notre première cohorte de lycéens a passé le baccalauréat en juin. Ils étaient 23 au départ. 4 ont abandonné ou déménagé. Sur les 19 qui sont arrivés, 7 sont en classes préparatoires aux grandes écoles, 3 ont intégré des écoles post-bac sur concours, 1 est en médecine, d'autres ont fait des choix de BTS ou d'IUT en connaissance de cause. 3 n'ont pas eu le bac, mais ils feront le bac en 4 ans et derrière ils ont un projet, alors que, sans l'accompagnement dont ils ont bénéficié, ils auraient certainement décroché du système scolaire.

L'animateur

Concrètement, c'est vous qui allez dans les lycées ?

Chantal DARDELET

Non, les lycéens viennent à l'ESSEC, ce qui permet de les familiariser avec l'école et de lever leurs inhibitions. En outre, les grandes écoles ont des moyens qu'elles peuvent mettre à la disposition des lycéens quand ils viennent : la bibliothèque, les moyens informatiques, la diversité des langues.

L'animateur

Vous pratiquez la politique de l'immersion.

Chantal DARDELET

En quelque sorte.

L'animateur

Finalement, ce dispositif ne va pas conduire tous ces jeunes à entrer à l'ESSEC.

Chantal DARDELET

Nous espérons que quelques-uns auront envie de venir. D'ailleurs, deux ont intégré l'EPSI, une école post-bac du groupe ESSEC qui recrute sur le concours SESAME. Cela dit, ce qui compte pour nous, c'est que les jeunes s'orientent dans une filière qui corresponde à leurs aspirations.

L'animateur

Vous dites « *il est important de s'attaquer aux causes plus qu'aux conséquences des inégalités* ».

Chantal DARDELET

Les causes sont multiples. Il me semble que ce n'est pas en ouvrant dix places spéciales pour des jeunes issus de milieux modestes dans notre école que nous changerons le panorama. Nous avons voulu expérimenter un dispositif sur Cergy avec les lycées de proximité, dispositif qui soit « duplicable » à toutes les grandes écoles. Si toutes les grandes écoles faisaient comme l'ESSEC, l'impact serait sans doute significatif.

L'animateur

Vous insistez également sur la nécessité de s'inscrire dans une logique territoriale.

Chantal DARDELET

L'ESSEC est implantée à Cergy-Pontoise, dans le Val d'Oise, un département qui connaît un certain nombre de difficultés. La richesse d'une grande école et des étudiants qui la composent sont des ressources à mettre à disposition des problèmes locaux. Avec les collectivités locales, nous travaillons actuellement avec d'autres porteurs de projets pour décliner nos observations, notre expérience à d'autres publics : les collèges, les lycées professionnels, etc.

L'animateur

Monsieur Pignault, vous aviez envie de réagir pendant l'intervention de Chantal Dardelet.

Gérard PIGNAULT

Oui, je trouve que ce que fait l'ESSEC est exemplaire. Nous ne ferons pas tous la même chose. Les 250 écoles d'ingénieurs sont toutes différentes. Si elles accueilleraient chacune 10 élèves issus de milieux défavorisés, le total s'élèverait à 2 500, soit près de 10 % des ingénieurs. Il faut être modeste. Chacun dans notre sphère d'influence fera ce qu'il pourra. Après, le phénomène collectif changera un certain nombre de choses, mais pas toutes. Nous ne sommes pas les seuls acteurs de l'enseignement supérieur ni les seuls acteurs de la vie économique et sociale du pays.

Robert GERMINET

Je ne voudrais pas que mes propos soient mal interprétés. Je trouve que les initiatives qui sont prises par les écoles sont louables. En ce moment, nous sommes un peu traumatisés par ce qui vient de se passer en France, mais dans bien des villes du monde, la situation est pire. Savez-vous qu'à Los Angeles, 60 % des enfants scolarisés ne parlent pas anglais ? La question que je pose est la suivante. Comment l'éducation et donc les grandes écoles peuvent-elles contribuer à faire en sorte que ces quartiers ne soient plus défavorisés ?

Bernard RIBAN

Je ne crois pas que les quartiers soient défavorisés par rapport à l'école. Les inégalités dont souffrent ces quartiers sont des inégalités sociales et économiques. L'école joue pleinement son rôle dans ces territoires, mais il est difficile d'imaginer que tout viendra de l'école.

L'animateur

Martin Raynaud, vous êtes directeur de formation à l'INSA de Lyon. Présentez-vous le Passeport pour l'entretien en collaboration avec l'établissement de Monsieur Riban.

Martin RAYNAUD

Il y a deux ans, nous avons réintroduit des entretiens pour dépasser le seul dossier scolaire, afin de diversifier notre recrutement. Quand la charte qui a été signée l'an dernier, nous avons saisi cette opportunité dans le but de travailler avec les lycées pour qu'ils nous aident à identifier des élèves qui ont le potentiel mais qui, pour des raisons diverses, ne peuvent pas exprimer tout leur potentiel et ne peuvent donc pas avoir des notes suffisamment élevées.

L'animateur

Pouvez-vous nous décrire concrètement le dispositif de " Passeport pour l'entretien " ?

Martin RAYNAUD

La première étape a été de lutter contre l'autocensure. Nous sommes allés à la rencontre des lycéens pour leur dire qu'ils avaient toute leur place à l'INSA, même s'ils étaient scolarisés dans des lycées dits sensibles. La deuxième étape a été d'organiser des échanges entre les enseignants de l'INSA et les professeurs de lycée et de faire venir les lycéens dans l'école pour qu'ils se rendent compte de ce que peut être une journée d'un étudiant dans le supérieur. Pour la troisième étape, je passe la parole à Bernard Riban.

Bernard RIBAN

La troisième étape consiste à repérer des élèves en classe de terminale et à leur donner la possibilité d'être candidat à des écoles d'ingénieurs sur d'autres éléments que les résultats scolaires au sens strict. Notre partenariat nous a permis de mettre en place des " Commissions Passeport " dans nos établissements. Ces commissions sont composées d'enseignants et de personnalités extérieures (anciens élèves de l'INSA qui nous aident à déceler le potentiel des élèves). Ces élèves s'inscrivent à l'INSA comme les 10 000 candidats de France. Ils présentent à la Commission Passeport un dossier qui met en évidence des compétences interdisciplinaires, surtout des compétences scientifiques et technologiques, pour nous permettre d'apprécier la personnalité de l'élève dans son ensemble. La Commission Passeport valide la pertinence de la candidature de l'élève et nous transmettons nos dossiers à l'INSA (jury B).

Martin RAYNAUD

Après le Passeport, nous payons les droits de candidature aux lycéens qui sont boursiers, pour lever tout obstacle financier. Ensuite, nous les convoquons à notre entretien. La commission composée d'un enseignant, d'un ingénieur et d'un psychologue n'est pas du tout informée du profil de ces candidats. Ils passent un entretien de trois quarts d'heure comme les autres. A l'issue de cet entretien et sur la base de leur dossier scolaire, ces étudiants sont interclassés avec les autres candidats. S'ils sont bien classés, ils sont admis et s'ils ne sont pas bien classés, ils passent dans la « vague classique ». Dans cette « vague classique », les résultats du bac sont intégrés. S'ils sont classés, ils sont admis.

Après le concours, nous incitons tous les élèves, quelle que soit leur origine, à venir loger sur le campus, parce que le travail en groupe, la vie collective, l'entraide revêtent une grande importance. L'école prend en charge pour ces élèves le surcoût lié au logement sur le campus, au cas par cas. L'an dernier, nous n'avons pas suffisamment informé les familles sur ces possibilités.

L'animateur

Que s'est-il passé ?

Bernard RIBAN

Il est indispensable de travailler très en amont avec les familles des élèves candidats pour les informer et les rassurer sur le coût de ces études. Cette année, nous allons faire en sorte de donner l'information suffisamment à l'avance, et pas au dernier moment, de façon à ne pas décourager certains élèves et certaines familles qui s'auto-sabotent dans le processus d'admission parce qu'ils savent qu'au bout du compte ils risquent de ne pas pouvoir payer la scolarité.

Martin RAYNAUD

Pour certaines familles, laisser leur enfant à 18 ans partir vivre dans une résidence hors de la famille est un vrai problème. L'an dernier, nous avons négligé cette information auprès des familles. Cette année, nous allons nous y atteler dès le mois de janvier. Pour votre information, sur les 11 élèves qui ont été admis, 1 a démissionné au bout de 15 jours car elle avait un autre projet en tête, 5 logent en résidence. Autrement dit, 5 n'ont pas voulu loger en résidence, alors que nous prenions en charge le surcoût.

Nous prévoyons aussi une implication très importante des étudiants de l'INSA dans les TPE, de façon à faire connaître l'INSA, les études d'ingénieurs et les formations scientifiques et technologiques, mais également à permettre aux élèves de 1^{ère} de se construire à travers des témoignages un parcours d'étudiant dans l'enseignement supérieur.

L'animateur

Tous les appelés ne sont pas élus. Comment réagissent ceux qui ne sont pas admis ?

Bernard RIBAN

Les élèves s'auto-évaluent lors de la prestation devant les jurys des Commissions Passeport. En général, ils acceptent l'épreuve de vérité que constitue l'évaluation du socle de connaissances scientifiques indispensables à la formation et la validation de leur projet par la Commission Passeport. Il n'y a pas eu de déception marquée ; il n'y a pas eu de négociation en tous les cas.

Chris LAROCHE

Dans les trois lycées, aucun des élèves qui ont présenté le concours de Sciences Politiques ou de l'INSA n'a été déçu d'échouer pour la raison suivante. Les élèves ne sont pas choisis par nous. Ils se portent candidats. Ils vont à un concours en s'entraînant. Les efforts qu'ils consentent pour préparer ces concours les font tous progresser, même s'ils échouent au concours.

Martin RAYNAUD

L'information qui est donnée n'est pas donnée que sur l'INSA. Nous donnons de l'information sur la poursuite des études dans le domaine scientifique et technologique, tous secteurs confondus. En parlant de tout, limitons-nous leur ambition ? Sur cette question, nous ne sommes pas tous d'accord.

L'animateur

Monsieur Gaubert, pouvez-vous nous décrire le projet « accès aux études scientifiques et égalité des chances » ?

Claude GAUBERT

Le projet, qui est en phase de construction, s'inscrit dans une démarche de promotion des études scientifiques. Nous avons dans l'idée d'accompagner, un peu sur le modèle de l'ESSEC, des élèves de la seconde à la terminale pour leur donner une chance supplémentaire de poursuivre des études scientifiques, qu'elles soient à l'INP, à l'université, dans d'autres écoles d'ingénieurs, etc.

Nous avons déjà entrepris ce travail depuis deux à trois ans en accueillant une classe de lycée pendant une semaine dans l'Institut : les élèves accompagnés de leurs professeurs peuvent accéder aux équipements de travaux pratiques et suivre des thématiques scientifiques. Ce projet, compte tenu de sa lourdeur, s'adresse essentiellement à des lycées de proximité. D'autres lycées de l'académie, plus éloignés, s'étant déclarés intéressés, nous avons essayé d'imaginer un autre dispositif, d'où le projet d'« accès aux études scientifiques et égalité des chances ».

Dans le cadre de ce projet, un partenariat est à construire avec les lycées intéressés. De notre côté, nous devons trouver des outils permettant d'assurer un suivi et un accompagnement à distance. Nous pensons nous appuyer sur le programme de formation à distance de techniciens supérieurs qui veulent reprendre des études. Ceci dit, cela passera le moment venu par des rencontres, soit dans les lycées, soit à l'INP avec les lycéens concernés et leurs enseignants. Un équilibre subtil doit être trouvé entre s'adresser à un groupe de lycéens volontaires, sans isoler ce groupe de sa classe.

J'ai été frappé par la grande variabilité qui existe au sein des lycées généraux, polyvalents, technologiques sur l'académie. J'ai le sentiment que l'éloignement des grands centres scientifiques décourage les jeunes lycéens de se lancer dans des études scientifiques. Nous devons imaginer des aides financières en partenariat avec des entreprises ou autres qui permettront, le moment venu, d'aider les familles à payer le surcoût des études.

Par ailleurs, je crois que l'égalité des chances se conjugue avec la seconde chance. Nous diplômons chaque année 1 200 ingénieurs et 200 personnes qui ont repris des études après une première expérience professionnelle. 50 % de ceux qui intègrent ces filières n'ont pas eu de bac général et quelques-uns n'ont pas eu le bac.

L'animateur

Brian, vous avez été responsable du forum Batira. Ce salon a la particularité d'accueillir des jeunes autres que ceux pour lequel il serait destiné.

Brian DEVILLERS

Le forum Batira est un forum sectoriel, tourné vers l'aménagement du territoire, le bâtiment et les travaux publics. Dans ces secteurs, travaillent des personnes de tous niveaux : des ingénieurs, des chefs de chantier, les ouvriers. Nous avons voulu faire un forum ouvert aux écoles d'ingénieurs, IUT, BTS, lycées, BAC pro, CAP, en cohérence avec la diversité des niveaux représentés dans la profession. Nous sommes partis de l'idée que l'ingénieur tout seul ne fait pas grand-chose, il fait partie de toute une chaîne.

Claude GAUBERT

Notre objectif n'est pas de faire du pré-recrutement au sens strict pour des formations d'ingénieurs, même si nous serons ravis de retrouver quelques-uns des élèves dans ces filières, mais de leur donner envie d'aller le plus loin possible dans des études supérieures, en essayant de lever un certain nombre d'obstacles. L'obstacle financier est un obstacle majeur, auquel on n'a pas vraiment apporté de réponse satisfaisante. Les autres obstacles sont culturels, mais aussi liés à des effets de proximité.

Brian DEVILLERS

Nous avons voulu désacraliser l'ingénieur. Dans les diverses formations, nous avons constaté que l'on présentait souvent un niveau et pas forcément un métier. Dans notre forum entreprises, nous avons voulu présenter surtout des métiers.

Pour ce faire, nous avons présenté le forum Batira aux proviseurs de lycées et aux directeurs de services pour rompre avec l'image d'un forum d'entreprises réservé aux ingénieurs. Par ailleurs, nous avons financé le transport des élèves jusqu'au forum.

Le forum accueille 1 000 visiteurs sur deux journées. La moitié des visiteurs est issue de formations CAP, BAC pro, BTS. La réussite du forum repose sur eux.

L'animateur

Avec le recul, quel impact avez-vous pu mesurer ?

Brian DEVILLERS

Le forum existe depuis 3 ans. Nous essayons de progresser encore, notamment au niveau des entreprises. En effet, ces dernières, bien qu'elles soient prévenues que les visiteurs du forum sont de tous niveaux, sont arrivées au début avec des produits formatés pour l'ingénieur. Quand elles se sont rendues compte que le public était diversifié, elles se sont adaptées.

Cette initiative est bien accueillie par les entreprises et par les lycées. Nous sommes soutenus par la Région Rhône-Alpes et par les mairies de Vaulx-en-Velin, Villeurbanne et Bron, qui ont accueilli les différentes éditions du forum.

Bernard RIBAN

Je voudrais apporter des témoignages des influences de notre partenariat sur la vie du lycée, au niveau des élèves, au niveau des équipes enseignantes, au niveau du recrutement du lycée et au niveau de la vie de nos territoires.

Tous les élèves se sentent concernés par ce que nous mettons en place avec l'INSA et avec Sciences Po. Des élèves qui ont été candidats n'auraient sans doute pas eu leur bac s'ils ne s'étaient pas intéressés à ces partenariats. Cette candidature a été une source de motivation et d'émulation.

Les équipes enseignantes, qui étaient quelquefois essouffées, ont retrouvé de l'intérêt à leur travail, un dynamisme et des raisons de travailler ensemble avec les partenaires de l'INSA et de Sciences Po.

Nos lycées de Vénissieux et de Vaulx-en-Velin n'étaient guère attractifs, car ils étaient situés sur des territoires stigmatisés. Nous observons que ces partenariats recréent de l'espoir non seulement pour les élèves au sein du lycée, mais également pour leurs familles à l'extérieur. Quand nous allons présenter nos établissements dans les collèges, nous suscitons un intérêt auprès des parents d'élèves de troisième pour mettre leurs élèves dans nos établissements.

Cette dynamique a également un retentissement sur la vie de nos territoires, à travers les implications avec le Conseil général et avec les mairies.

Denise CHOTTEAU-ADALID

Je voudrais quand même rappeler que nous travaillons dans un cadre académique, piloté par Monsieur le recteur de l'académie de Lyon qui vient d'ailleurs de valider un texte de cadrage qui est pour nous très précieux et qui sera envoyé à l'ensemble des établissements de l'académie de Lyon. Je ne citerai que quelques lignes : *« Les dispositifs égalité des chances sont placés sous l'autorité pédagogique des chefs d'établissement qui veillent à ce qu'une dynamique collective se développe et qu'un effet d'entraînement se produise pour l'ensemble des élèves. Les chefs d'établissement s'assureront notamment que ces dispositifs n'introduisent aucune discrimination entre les élèves dont ils ont la responsabilité. »*

Claude BOYER

Monsieur Riban, vous avez expliqué le rôle important que vous jouiez en direction des jeunes et l'attrait que le dispositif générait en direction des familles. Ce matin, on a souligné la difficulté que rencontraient certains parents à placer leurs enfants dans une perspective de long terme. Y a-t-il des actions conduites en direction des parents ? Si oui, quelles sont-elles ?

Bernard RIBAN

Jusqu'à présent, nous n'avons pas d'autres actions que celles que nous vous avons présentées. Nous faisons une information auprès des parents des élèves de collèges, pour leur présenter ce que nous faisons et leur montrer l'intérêt qu'ils peuvent retirer de ces partenariats. Puis, nous travaillons avec les parents de nos élèves pour lever les barrières financières, culturelles et psychologiques qui pourraient entraver l'adhésion de leurs enfants aux dispositifs partenariats et leur réussite dans l'enseignement supérieur.

Chris LAROCHE

Au lycée Doisneau, il existe depuis plusieurs années des dispositifs tendant à associer les parents d'élèves de seconde à la scolarité de leurs enfants. Le lycée est un lieu d'apprentissage de l'autonomie. On ne peut donc pas travailler de la même manière avec des parents d'élèves de terminale qui sont souvent majeurs voire quelquefois mariés et pères de famille et avec des parents d'enfants qui rentrent en seconde. Notre dispositif ne concerne que les familles d'élèves de seconde. L'image des réussites d'élèves à Sciences Po et à l'INSA a évidemment une valeur d'exemple, mais nous ne pouvons pas imaginer de travailler avec l'ensemble des parents sur ce seul sujet. Dans tous nos lycées, un travail d'information est effectué à tous les niveaux, notamment par les conseillers d'orientation, à travers l'organisation d'ateliers filières, de forums, etc.

Julien MERCEY-BON

Je suis en fin de cycle d'école d'ingénieurs en informatique et réseaux de communication. Ce matin, j'ai parlé de mon expérience personnelle et j'ai un peu dénigré les conseillers d'orientation, mais c'était une exception. Je ne voulais pas généraliser. Monsieur Riban, y a-t-il vraiment de la communication sur ce que l'on peut faire après le lycée ? Après mon BTS, mon lycée ne m'a pas proposé d'alternance. J'ai dû moi-même aller de l'avant, en participant à des forums étudiants.

Bernard RIBAN

Ce que nous proposons dans nos partenariats est un complément du dispositif global que nous mettons à disposition de nos élèves pour construire leur projet d'étude et leur projet de vie. A Sambat et dans les autres lycées partenaires, nous avons mis en place un partenariat avec l'IUT Lumière de Lyon II, où les étudiants bénéficient d'un enseignement sur le PPP (Projet Personnel et Professionnel). Les formateurs de l'IUT viennent former les professeurs de nos lycées, pour que toutes les classes de première avec les conseillères d'orientation réfléchissent sur ce que peut être leur projet professionnel et sur le parcours de formation qui leur permettra de le concrétiser.

L'animateur

Madame Dardelet, associez-vous les familles à des moments de rencontres ou d'échanges ?

Chantal DARDELET

Bien sûr, rien ne peut se faire sans elles et nous tenons à ce que les familles gardent un rôle essentiel dans le devenir de leurs enfants. Maintenant, nous sommes bien conscients que, pour les familles, la tâche n'est pas simple, car elles ne savent pas ce qu'est une grande école. Nous essayons de les rencontrer au minimum une fois par an. Elles ont nos coordonnées téléphoniques et savent qu'elles peuvent nous joindre quand elles le souhaitent. Nous voulons aussi les associer à la réussite de leurs enfants, en leur montrant les progrès accomplis. Elles ont si peu confiance en l'avenir qu'elles ne croient pas que leurs jeunes soient capables de faire de grandes choses. Nous sommes là pour les convaincre qu'il y a de la place pour leurs enfants et que leurs enfants ont besoin d'elles, non pas pour les aider pour les maths et la physique, mais pour avoir un regard de confiance sur eux-mêmes.

Julien MERCEY-BON

Dans le monde rural, il y a un problème de communication entre les différents lycées et les grandes écoles qui se situent dans les grandes métropoles. Ne serait-il pas possible de mieux communiquer ?

Martin RAYNAUD

Nous sommes dans un processus expérimental et nous avançons pas à pas. Cette année, nous allons passer à cinq lycées, vraisemblablement un à Oyonnax et l'autre à Rive-de-Gier qui sont plus éloignés de Lyon. Le réseau des INSA maille un territoire vaste : nous pouvons espérer que ce partenariat s'étendra au fur et à mesure. Le bouche à oreille va jouer à coup sûr.

Claude GAUBERT

J'abonde dans ce sens. Dans notre projet, nous avons l'ambition de nous adresser à l'ensemble des lycées de l'académie, de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche. L'école de Valence nous a permis de nouer des partenariats avec des lycées de l'Ardèche ou de la Drôme. Comme je l'ai dit tout à l'heure, le délit d'initiés de nos enfants se conjugue parfois avec le délit de proximité géographique pour certains établissements.

De la salle

Je suis étudiant de l'INSA de Lyon. Je fais partie du comité de pilotage de la Commission Passeport et je m'investis également dans une association à caractère social. Nous intervenons auprès des lycées et collèges pour faire partager notre expérience et démystifier l'enseignement supérieur.

L'animateur

Que gagnez-vous dans cette aventure ?

De la salle

Je viens d'un collège ZEP et je suis rentré à l'INSA de Lyon par la filière sport études. Je pense que mon expérience n'est pas anodine et j'ai envie de la faire partager pour que, d'autres, comme moi, se lancent dans des études supérieures alors que leur milieu ne les y prédispose pas.

L'animateur

Monsieur Pignault, vous allez nous parler de votre expérience pour accompagner financièrement l'ouverture sociale.

Gérard PIGNAULT

Nous sommes un établissement privé, dans un institut qui s'appelle l'Institut Polytechnique de Lyon, avec trois autres écoles d'ingénieurs lyonnaises : l'ECAM, l'ITECH et l'ISARA. En tant qu'établissement privé, nous avons des frais de scolarité qui constituent pour un certain nombre d'élèves de vrais freins.

Depuis deux ans, nous avons développé des bourses soit au mérite soit à caractère social que nous faisons financer par des entreprises ou par le produit de la taxe d'apprentissage. Dans un premier temps, les élèves qui sont titulaires de ces bourses sont des élèves qui, probablement, seraient rentrés chez nous de toute façon, mais je crois que, par effet d'entraînement, les autres verront que la barrière financière n'est pas insurmontable.

Cette année, nous avons découvert dans notre école des étudiants qui vivaient des situations financières très difficiles et qui faisaient de très gros efforts pour rester chez nous. Cette découverte nous a renforcés dans la conviction que notre projet était utile.

Les entreprises nous aident. Cette année, Dow Chemical nous a beaucoup aidés. Peut-être l'origine américaine de cette société la rend-elle un peu plus sensible à ces problèmes.

Nous travaillons aussi avec d'anciens élèves, pour cautionner des prêts étudiants auprès d'établissements bancaires, parce que ces derniers refusaient d'accorder des prêts à des élèves qui n'étaient pas solvables.

Par ailleurs, nous avons une filière par apprentissage à l'intérieur de l'école, qui s'appelle la filière informatique et réseaux de communication, dont Julien est issu. Il ne faut pas identifier complètement apprentissage et promotion sociale. L'apprentissage est une des façons de résoudre un problème financier pour un certain nombre de personnes, mais il correspond aussi à une demande des entreprises d'avoir des ingénieurs formés différemment. Cette filière par apprentissage est financée par le syndicat professionnel de l'informatique.

Enfin, je crois beaucoup à la notion d'accompagnement d'équipe. Or il est difficile de mettre en œuvre cet accompagnement dans de grands ensembles. L'enseignement très massifié et très

dépersonnalisé n'est pas vraiment adapté à des publics différents. Que l'on soit petit ou grand, on peut toujours se structurer de façon à ce que les personnes se sentent « éduquées » par une équipe. Cela fait partie des traditions de l'école.

Faire cet effort de promotion demandera de l'argent, mais je pense que cela rapportera énormément à la société, beaucoup plus que ce qu'elle aura misé. Je voudrais faire une comparaison. Il y a vingt ans, les entreprises ont appris à réduire leurs dépenses, puis elles ont appris que ce qui les pénalisait n'était pas tant ce qu'elles dépensaient, mais ce qu'elles gaspillaient. C'est ce que nous devons faire aujourd'hui. Aujourd'hui, l'entreprise France gaspille beaucoup de savoirs, beaucoup de compétences, beaucoup de matière grise. Il nous appartient de mettre en valeur toute cette richesse.

Un intervenant

Dans notre projet, nous souhaitons développer les bourses au mérite, favoriser les stages en entreprises, embaucher nos étudiants pour rénover la résidence pendant les vacances.

Chantal DARDELET

Nous essayons de convaincre les familles que les études sont un investissement.

L'animateur

Monsieur Raynaud, qu'est-ce qu'une carrière « normale » ?

Martin RAYNAUD

Une carrière normale est une carrière qui serait identique quel que soit le genre, le patronyme, l'âge ou le handicap. Le patronyme a un impact au niveau des recherches de stages et du premier emploi. Aujourd'hui, il est inadmissible que nos élèves issus de milieux défavorisés, malgré leur diplôme, ne puissent pas avoir une carrière normale. Nous, de notre côté, au sein de l'école, nous devons leur apprendre à se « vendre » auprès des recruteurs. Dans les écoles, nous sommes démunis face à ce problème, parce que nous y avons peu pensé. Nous allons devoir former nos psychologues, nos enseignants chercheurs qui s'occupent des problèmes de placement, les personnes qui s'occupent de l'aide au premier emploi.

L'animateur

Je suppose que le travail avec les entreprises est essentiel.

Martin RAYNAUD

Oui, nous sommes dans un partenariat. Que l'entreprise donne de l'argent pour former, c'est très bien, mais maintenant, il faut qu'elle aille plus loin et qu'elle s'engage à les prendre en stage, à leur offrir des carrières comme les autres.

L'animateur

Monsieur Germinet, je voudrais citer un titre du *Figaro* du 25 novembre « *l'égalité réelle des chances passe par la discrimination positive* ». Qu'en pensez-vous ?

Robert GERMINET

Je ne me souviens pas avoir tenu ces propos.

L'animateur

Ce n'est pas vous qui avez prononcé cette phrase.

Robert GERMINET

Je me souviens d'avoir participé à un petit-déjeuner organisé par *Le Figaro* avec le directeur de Sciences Po. Cela dit, je ne partageais pas toutes ses préconisations. Toutes les expériences qui ont été relatées ce matin et en début d'après-midi méritent d'être encouragées. En ce moment, nous constatons deux phénomènes : d'un côté, la désaffection des filières scientifiques et de l'autre, la montée de l'intégrisme, de la violence, de l'intolérance. Je crois que ces deux phénomènes sont liés, parce que la désaffection des filières scientifiques entraîne la perte dans la population de l'esprit scientifique. L'esprit scientifique est une manière d'être empreinte de tolérance.

Nous essayons de lutter contre cette désaffection non pas uniquement pour des raisons économiques, mais pour des raisons politiques : je crois que la démocratie est en péril si on laisse la porte ouverte à tous les intégrismes, à tous les marchands d'illusion, à la perte de l'esprit scientifique.

Avec le président de l'académie des sciences française, le président de l'académie des sciences américaine et quatre prix Nobel, nous essayons de promouvoir des méthodes pour réapprendre à nos enfants à dire « pourquoi ? ». Les élèves des grandes écoles ont un rôle à jouer, sous l'autorité de l'éducation nationale, pour promouvoir ces méthodes auprès des enfants et des jeunes. J'ai été frappé de constater, dans certaines banlieues très défavorisées de par le monde, les effets de l'introduction de ces méthodes sur la diminution de la délinquance. A l'Ecole des Mines de St Etienne, nous avons un autobus qui sillonne les campagnes pour montrer des expériences simples et pour expliquer aux enfants qu'il ne faut pas croire au surnaturel.

Par ailleurs, il faut redonner ses lettres de noblesse à l'apprentissage. Sur les 1 150 élèves actuellement présents à l'Ecole des Mines de St Etienne, 490 ont le statut d'apprenti. C'est considérable. Quand nous avons développé les filières d'apprentissage, certains nous ont prédit que nous allions diminuer le prestige de l'école. Il n'en est rien. Au passage, je voudrais affirmer, contrairement à ce que disent certains, que tous les élèves qui entrent dans des classes préparatoires intègrent une école d'ingénieurs. Certaines écoles d'ingénieurs ont même des places vacantes. Par ailleurs, je voudrais une nouvelle fois souligner le rôle des entreprises et du réseau des anciens élèves des écoles. Les anciens élèves de l'Ecole des Mines de St Etienne ont doté leur fondation d'un capital de plus de 2 millions d'euros pour, grâce aux intérêts de ce capital (80 000 euros par an), favoriser tous ceux qui, à travers le monde, aident les enfants à dire « pourquoi ? ».

Chris LAROCHE

Je voudrais demander aux responsables des grandes écoles et des filières d'excellence d'éviter le piège de vouloir que les jeunes issus des territoires défavorisés ressemblent à ceux qui sont déjà dans les filières d'excellence et qui sont issus de catégories plus favorisées de la population. Le problème n'est pas là. Vous n'allez pas les « blanchir », même en les emmenant à l'opéra. C'est la raison pour laquelle nous sommes très méfiants par rapport au coaching. Nous souhaitons promouvoir des qualités qui sont réelles, avec une histoire, un profil, des potentiels différents. Il faudra en passer par là si l'on veut métisser les élites.

L'animateur

Claude, je vais vous demander de tirer quelques enseignements de cette journée.

Claude BOYER

Premièrement, je crois que cette journée a été une occasion extraordinaire de rencontre entre des grandes écoles et des lycées.

Deuxièmement, il ne faut pas dissocier le parcours de formation de la vie professionnelle future. Ce matin, j'ai été enthousiasmé par ce que disaient les jeunes et les représentants des entreprises qui nous faisaient part de leur passion pour accompagner ces jeunes. C'est un signal très positif, qui nous fait penser que nous sommes sur la bonne voie et qui nous encourage à continuer.

L'animateur

Madame, vous êtes au lycée Jean-Paul Sartre. Quels messages retenez-vous de cette journée ?

Mme REYNAUD, proviseure adjointe Lycée Jean-Paul Sartre

Il faut être optimiste. Le chantier est vaste, et il faut s'y attaquer. Je ne crois pas que le problème des inégalités sociales puisse être résolu uniquement par l'école, mais nous devons être conscients de la diversité de nos jeunes et des besoins qu'ils ressentent. Faire des expériences est un premier pas. Il faut maintenant les élargir et surtout trouver dans ce vivier tous ces jeunes qui nous manquent dans l'enseignement scientifique et les écoles supérieures.

L'animateur

Mademoiselle, vous êtes étudiante. Quels fils rouges retenez-vous de cette journée ?

Melle GRESSIER, Grenoble Ecole de Management

Le problème est très complexe. Il ne sera pas résolu du jour au lendemain. La tâche est immense, mais nous nous y attelons.

L'animateur

Madame Chotteau-Adalid, quels sont vos espoirs et sur quoi faudra-t-il travailler demain ?

Denise CHOTTEAU-ADALID

La crise des banlieues que nous venons de vivre provoque une crise et une prise de conscience dans les différentes couches plus favorisées de notre société, de façon à arriver à davantage d'égalité. Je pense que le problème dépasse largement le cadre de l'école. Nous, à notre niveau, nous faisons tout ce que nous pouvons, mais je pense qu'il faut mobiliser les énergies de la nation tout entière pour ne pas risquer une explosion plus grave. Sur le thème de cette journée, je crois que nous sommes à un moment où nous allons pouvoir mutualiser des moyens.

L'animateur

Monsieur, vous êtes enseignant à l'INSA et vous êtes intervenu ce matin.

M. SOUIFI, INSA de Lyon

Nous sommes sur un chantier qui n'est pas facile. A un moment donné, quand on parle de promotion de la diversité et d'égalité des chances, il faut garder en mémoire le regard que l'on porte sur ces citoyens qui essayent de construire ensemble cet avenir. A un moment donné, se pose la question des acteurs. Certaines personnes ont, en raison de leur origine, plus de difficultés à accéder à l'enseignement supérieur et au marché de l'emploi. Il faut nécessairement associer ces acteurs dans tous les processus d'égalité des chances. Quand on se regarde dans un miroir, on se rend compte qu'il manque des acteurs parmi nous.

M. BAILLY, Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Ain

Je m'exprime en tant que chef d'entreprise. J'ai une certaine légitimité à intervenir car je suis issu d'un milieu social défavorisé. Mon père était mineur dans la Loire. J'ai fait des études supérieures à l'université, dans une grande école et dans une école de gestion, parce que j'ai eu la chance d'être boursier d'Etat et boursier des Mines. Je retiens de cette journée des échanges fructueux et beaucoup de tolérance. De nombreuses voies ont été tracées, mais j'ai une inquiétude : comment tous ces beaux projets seront-ils financés ? Il est hors de question d'opposer l'apprentissage et la voie scolaire. Les deux voies sont royales. L'apprentissage pose un problème : son financement. On ne pourra pas passer facilement en Rhône-Alpes de 3 000 à 5 000 apprentis dans l'enseignement supérieur. Je le dis en tant que président de la commission formation de la CRCI.

Sur la désaffectation des formations scientifiques, le projet AFIT à St Etienne visait à attirer les filles dans les carrières scientifiques de l'enseignement supérieur par l'apprentissage. L'ISTP et l'IRUP ont saisi cette opportunité suite à un appel à projet de la Région Rhône-Alpes et sont passés de 15 à 50 % de recrutement féminin. Quand on se fixe des objectifs, on les atteint. C'est la raison pour laquelle je suis optimiste pour l'ouverture sociale. Ce matin, Jean Fluchère a dit : « Faire des colloques est louable, mais ce soir, que fera-t-on ? Se donnera-t-on rendez vous pour un colloque l'année prochaine ou élaborera-t-on un véritable plan d'actions ? J'ai été très intéressé par tout ce

qui s'est dit aujourd'hui, mais je souhaiterais que des groupes de travail soient constitués et bâtissent, sous l'égide d'un comité de pilotage, un plan d'actions.

Martin RAYNAUD

Ceux qui disent que dix par école n'est pas suffisant ne pensent pas à l'impact de ces jeunes sur leurs camarades. Or cet impact est essentiel. Si, pendant trois ans, ils vivent et travaillent ensemble, ils apprennent à se connaître, et le regard des autres change. Comme ces jeunes sont de futurs décideurs, leur point de vue aura un effet de boule de neige sur l'ensemble de la société.

Conclusion

Azouz BEGAG

Ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances

Monsieur le maire, monsieur le préfet, monsieur le recteur, mesdames et messieurs les directeurs, mesdames et messieurs les proviseurs, mesdames et messieurs, chers amis, chère école des TPE, j'ai enseigné dans cette école pendant huit ans, je retrouve mes amis, je retrouve une ambiance familière, je retrouve des odeurs familières. Je retrouve des odeurs de luzerne, cette fameuse herbe que mes lapins, quand j'avais 4 ou 5 ans et que j'habitais dans un bidonville près d'ici, aimaient bien manger. Avec mes cousins, nous quitions les baraquements situés à quelques kilomètres d'ici et nous venions à vélo à Vaulx-en-Velin chercher de la luzerne. Quel bonheur de me retrouver ici quelques années plus tard. C'est peut-être cela l'égalité des chances, pouvoir sortir d'un bidonville et se retrouver en 2005 ministre de la promotion de l'égalité des chances dans un gouvernement français. C'est cela la splendeur et la puissance d'un pays démocratique où, malgré tout, quand on a faim de réussir, quand on a derrière soi des parents qui croient en l'école, on comprend très vite que sa planche de salut est la maîtresse Georgette ou le maître d'école Monsieur Grand.

Je ne peux pas non plus résister à l'envie de vous raconter l'anecdote du train. Voilà que je prends le train tout seul ce dimanche matin pour me rendre à Paris pour participer à une émission de radio. Alors que je suis en train de préparer cette émission, le contrôleur me demande mon ticket. Je lui présente mon ticket gratuit, car un ministre voyage gratuitement, et ma carte de ministre de la promotion de l'égalité des chances. Il regarde ma carte et me demande mes papiers d'identité. Je ne les avais pas sur moi ! J'étais un ministre sans papier ! Il m'interroge, soupçonneux : « Qui me prouve que vous êtes machin (il n'osait pas prononcer le mot « ministre ») ? » Je lui réponds : « Hélas rien ». Il me déclare alors que je suis en infraction et que je dois acquitter un billet plein tarif. Finalement, un deuxième contrôleur vient et me reconnaît. Il me salue : « Bravo pour ce que vous dites et bravo pour ce que vous faites. J'espère que vous aurez plus de moyens pour être encore plus présent ». Le premier a été tout étonné de voir que son collègue me connaissait !

Le message que je veux vous faire passer ce soir s'inscrit dans la politique de promotion de l'égalité des chances voulue par le premier ministre et dont il m'a confié la mission. L'égalité des chances n'est pas l'égalitarisme. L'égalité des chances est le droit pour chacun d'accéder aux capacités qui lui sont nécessaires pour réussir et surtout pour se réussir. Je veux que les enfants de France profitent de la gamme d'opportunités que l'éducation nationale, l'apprentissage, l'entreprise, la vie quotidienne, leur environnement leur offrent non pas pour réussir en soi, mais pour se réussir. Je veux que les enfants de France puissent regarder le ciel un jour et constater que cette boule que l'on appelle le soleil se meut dans le ciel, je veux qu'ils se demandent pourquoi ils ont l'impression que ce soleil est en train de bouger autour d'eux alors que la maîtresse d'école leur dit que ce sont eux qui, sur terre, tournent autour du soleil. Je veux que les enfants de France lisent *La formation de l'esprit scientifique* de Gaston Bachelard pour qu'ils se posent des questions. Je veux qu'ils se demandent : « Pourquoi mon regard me donne l'impression que le soleil tourne de moi alors que ma maîtresse me dit que c'est moi qui, sur terre, tourne autour du soleil ? » Un spécialiste des étoiles me confiait récemment que 30 % des Français continuent de croire que c'est le soleil qui tourne autour de la terre. Je veux que les enfants de France se rendent compte qu'avoir des certitudes est le contraire de l'esprit scientifique. Un esprit scientifique et une vie sociale se construisent sur l'acceptation du doute comme valeur fondamentale de l'humanité. Il faut douter, parce que douter, c'est laisser une *terra incognita* en soi, c'est laisser un espace ouvert à l'autre qui

va me remettre en question. Quelle triste vie que celle où l'on ne se remet plus en question ! Faire la place au doute, c'est faire la place à la tolérance.

Je reviens souvent à la dialectique de l'instant et de la durée chère à Gaston Bachelard. Comment associer cette contradiction que nous naissons pour mourir, que nous apprenons pour oublier, que nous arrivons pour partir et que, finalement, nous sommes si peu de choses. J'ai vraiment apprécié de vous entendre et de penser avec vous à l'importance de l'éducation, à l'importance de la question dans un monde qui est encerclé par l'immédiateté, par la superficialité, par l'urgence, au détriment de la profondeur, de la durée, de la patience. Le travail que vous faites est un travail éminemment républicain, parce qu'il invite nos enfants à se penser en termes d'individu. L'éducation nationale apprend à individualiser le raisonnement, à s'inscrire dans un sens critique tous les jours, à se faire son opinion.

Avec les responsables des grandes écoles et des filières d'excellence, nous sommes en train de casser les plafonds de verre, d'ouvrir les portes, de décroiser. Tout ce qui ne pense pas comme moi me nourrit et me régénère. Il n'y a pas qu'un ascenseur social, mais des ascenseurs sociaux. Il n'y a pas qu'une seule voie pour réussir, mais des chemins pour se réussir. Pourvu que nos enfants qui naissent dans cette France où nous sommes en train d'organiser des chemins divers qui se nourrissent y trouvent leur compte.

J'aime les mots « confrontation » et « altercation ». Se confronter aux autres, c'est se mettre en péril au contact de la nouveauté. La mobilité dans cette nouvelle France de la mixité que nous sommes en train de construire est un outil indispensable pour apprécier l'environnement qui nous entoure, à différentes distances d'observation. Si je pouvais emmener les jeunes de Clichy-sous-Bois dans les bidonvilles d'Afrique, à Soweto, à Rio de Janeiro ou ailleurs, je gagnerais quelque chose. Souvent l'échec, vous l'avez dit, est dans le « ce n'est pas pour moi ». Aujourd'hui, il faut reconnaître que nos enfants ont la chance de naître dans un environnement où nous leur disons « c'est pour vous ». Petit à petit, ils se disent « pourquoi pas moi ? ».

Il faut communiquer : c'est fondamental. Les autres, les méchants, les communautaristes, ceux qui veulent encercler nos enfants pour les empêcher de se penser en termes d'individus font de la communication. Nous aussi, nous devons faire du porte à porte pour inciter les enfants à critiquer, à réfléchir, à aller à la bibliothèque, à contester, à se confronter. Il faut communiquer car, depuis 5 ans, grâce à l'ESSEC et à Sciences Po, nous sommes en train d'installer dans les têtes de tous les enfants toutes ces adresses prestigieuses pour le plus grand bien des élèves, du lycée Doisneau de Vaulx-en-Velin, mais aussi pour le plus grand bien de nos grandes écoles. Nous allons faire entrer la France dans une nouvelle ère, l'ère de la lutte contre le poison des discriminations, comme l'a si bien exprimé le président de la République dans un discours fondateur. Nous sommes dans l'ère de la diversité, non pas de la diversité charité, mais de la diversité rentabilité, parce que toutes ces confrontations de jeunes qui ont envie de se réussir et qui ont envie de faire gagner leur pays sont profitables à la France tout entière.

Je terminerai par ce mot qui me tient à cœur depuis six mois. Nous sommes aujourd'hui dans une grave crise de confiance, et nous sommes en train de prendre conscience qu'il faut réinstaller cette confiance dans la société française. Finalement, ce mot « confiance » rime très bien avec ce « ministère de l'égalisation des chances » et avec le mot « France ». C'est la raison pour laquelle je suis très fier aujourd'hui de revenir à l'école des travaux publics en tant que ministre de ce gouvernement français, mais aussi en tant qu'enfant des bidonvilles et en tant que Français. Merci beaucoup.

M. STORCK

Il est difficile de prendre la parole après des propos aussi forts. Je me contenterai donc de remercier tous les acteurs de cette journée, en commençant par monsieur le ministre qui a accepté de la clôturer. Nous allons continuer dans une démarche partenariale associant tous les acteurs du secondaire, du supérieur, les collectivités, le ministère, les entreprises, les étudiants. Nous avons vécu des moments forts, chargés d'émotion, au cours de cette journée. Je crois que nous sommes sur la bonne voie. Merci à toutes et à tous. Pour répondre à Monsieur Bailly, l'AGERA a déjà mis en place il y a un an un groupe de travail pérenne qui s'intéresse à cette question. Nous vous invitons donc à la deuxième édition de ce colloque l'année prochaine qui sera consacré à l'aval.

* * *